

REVUE SUISSE

La revue des Suisses de l'étranger
Août 2021



Johanna a le même souhait que bon nombre de jeunes de son âge: pouvoir voter dès 16 ans

Le Conseil fédéral rompt les négociations avec l'UE: de nombreuses questions restent en suspens

Uri et ses transports très aériens: une densité de téléphériques unique en Suisse



Le meilleur choix en matière d'assurance santé internationale

Des solutions complètes de couverture santé. Un service de qualité supérieure.
Contactez votre conseiller en assurance internationale dès maintenant.

asn-insurance.com
+41 43 399 89 89
info@asn.ch



Rejoignez d'autres Suisses de l'étranger sur la plus grande communauté en ligne SwissCommunity !



Rencontrer d'autres Suisses avec les mêmes centres d'intérêt près de chez soi, échanger ses expériences, partager des astuces, profiter des bons plans d'autres membres ou encore trouver des partenaires d'affaires.

Tout cela est possible grâce à SwissCommunity ! Rendez-vous sur <https://members.swisscommunity.org>.



Organisation des Suisses
de l'étranger (OSE)

Nos partenaires :

Suisse Tourisme.



Swiss Travel System.



BCGE YAPEAL



SWI swissinfo.ch

Une rupture aux conséquences incertaines

5 Courrier des lecteurs

6 En profondeur

Le souhait de nombreux jeunes: pouvoir voter dès 16 ans

15 Reportage

Les petits téléphériques d'Uri, réseau de transport le plus aérien de Suisse

18 Société

Mémorial suisse de l'Holocauste: une étape importante a été franchie

20 Images

150 ans après, l'internement de l'armée de Bourbaki en 1871 émeut encore

22 Politique

Le Conseil fédéral rompt les négociations avec l'UE

L'échec de la loi sur le CO₂ marque une rupture dans la politique climatique suisse

Les homosexuel-le-s de Suisse espèrent obtenir le droit de se marier

28 Coronavirus

Épuisés, les soignants réclament à présent de réelles améliorations

30 Littérature

32 Infos de SwissCommunity

Entretien avec Remo Gysin, président sortant de l'OSE

35 Nouvelles du Palais fédéral

38 Lu pour vous / Écouté pour vous

39 Sélection / Nouvelles



«Berne claque la porte»: c'est ainsi que la «Neue Zürcher Zeitung», d'ordinaire plutôt sobre dans ses propos, décrivait à la fin mai la décision unilatérale du gouvernement suisse de quitter la table des négociations avec l'Union européenne (UE). Le Conseil fédéral a de cette manière mis fin à sept ans de pourparlers au sujet de l'accord-cadre qui était censé régler durablement le «contrat de concubinage»

entre l'UE et la Suisse. La Suisse ne veut donc plus de cet accord-cadre. Et elle a claqué la porte avec fracas. Pour notre pays, cette façon de faire est inhabituelle, atypique et troublante.

Elle est inhabituelle, car la recherche constante de consensus fait partie de l'ADN de la politique suisse. Déclarer unilatéralement que des années de négociation ont débouché sur un échec complet n'est pas ce à quoi le gouvernement suisse nous avait habitués. Face aux incertitudes que cette décision entraîne, la démarche est pour le moins radicale.

Elle est atypique, car la Suisse, petit État, fait toujours tout ce qu'elle peut pour ne jamais rompre le dialogue. Souvent, le gouvernement suisse mise encore sur la diplomatie et la discussion quand d'autres pays européens auraient déjà opté pour l'affrontement ou l'arme des sanctions depuis longtemps.

Elle est profondément troublante, enfin, car le Conseil fédéral a tergiversé pendant trois ans sur le même texte contractuel. En 2019 encore, il disait toucher au but. Quatre points restaient «à préciser», notait-il. Mais le 26 mai 2021, le même Conseil fédéral déclarait, par rapport au même texte contractuel, qu'il était plein de «divergences insurmontables». Une volte-face qui semble dépourvue de cap et de sens.

Cette décision est une rupture. Pour les plus de 400 000 Suisses qui vivent au sein de l'UE, une période d'incertitude commence. Avec quelles conséquences sur leur vie et sur leur quotidien? On ne le sait pas encore. Mais on peut vraisemblablement s'attendre à de nouvelles complications plutôt qu'à des simplifications.

À quel point la jeunesse d'aujourd'hui, qui pourra juger demain de l'impact de la «porte claquée», s'intéresse-t-elle à la politique? Nous nous sommes entretenus avec 16 jeunes de 16 ans et leur avons demandé s'ils souhaiteraient pouvoir peser sur les débats politiques. La question ne tombe pas du ciel: dans plusieurs cantons de Suisse, on discute de l'abaissement de l'âge du droit de vote à 16 ans. Ce numéro de la «Revue» est donc consacré aux personnes concernées.

MARC LETTAU, RÉDACTEUR EN CHEF

Photo de couverture: Johanna, 16 ans, de Brugg (AG), dans l'objectif de Kaspar Ruoff.

La «Revue Suisse», magazine d'information de la «Cinquième Suisse» est éditée par l'Organisation des Suisses de l'étranger.

**Swiss
Community**

Chaque personne a ses besoins spécifiques. C'est pourquoi nous considérons tous les Suisses de l'étranger comme des êtres uniques.

Nous vous proposons un suivi personnel et professionnel répondant aux exigences de qualité les plus élevées.

zkb.ch/auslandschweizer



RENDEZ-VOUS AVEC LA SUISSE A 5 heures précises!



L'App pour les Suisses
de l'étranger



**RETOUR AUX SOURCES AVEC TISSOT,
« INNOVATORS BY TRADITION ».**

L'histoire de Tissot a débuté au Locle, en Suisse, en 1853 pour devenir aujourd'hui le leader de l'horlogerie suisse traditionnelle en termes de volume. Fière de ses racines, la marque a su se positionner en tant qu'ambassadrice à l'étranger véhiculant des valeurs qui lui sont chères telles que la tradition et l'innovation. Tout au long de son histoire, Tissot a imprimé cette double empreinte sur l'ensemble de ses produits. En s'inscrivant sur la communauté de SwissCommunity, Tissot souhaiterait vous remercier, Chers Suisses de l'étranger, ambassadeurs de notre pays dans le monde entier, en vous offrant 15% de rabais sur l'ensemble de sa collection sur son site officiel.

www.swisscommunity.org/tissot - Official website | Tissot (tissotwatches.com)



Le plurilinguisme gagne du terrain en Suisse



Cela me fait plaisir de lire que le plurilinguisme gagne du terrain en Suisse. Pour moi, la maîtrise des langues est synonyme de qualité de vie. Chaque langue que l'on apprend est comme une pièce de plus dans une maison, un nou-

vel angle offrant un autre point de vue sur le monde. Tous les jours, je lis des choses sur Internet en allemand, en anglais, en russe et en français. WALTER ZWEIFEL, WELLINGTON, NOUVELLE-ZÉLANDE

On peut parler de la Suisse et ses quatre langues, mais il est dommage que l'allemand en Suisse romande ne soit pas au programme dès les petites classes. Je vis en Norvège, mes deux enfants parlent français avec moi et finnois avec la maman. Le Norvégien et l'anglais sont au programme dès le jardin d'enfants. JEAN-CLAUDE BURRI, NORVÈGE

Je suis extrêmement reconnaissant de pouvoir passer aisément du bon allemand à l'italien, au français ou à l'anglais! Cela a aussi incontestablement et continûment élargi mon horizon. Je ne comprends pas le suisse allemand – désolée! – et j'aimerais qu'on parle davantage le bon allemand, du moins à la télévision et à la radio. MARIA LUISA KUPKA, MUNICH, ALLEMAGNE

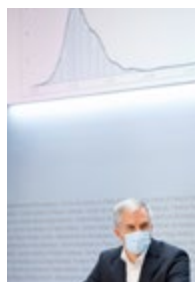
Je vis depuis plus de 50 ans à Copenhague, je suis mariée à un Anglais, et nous parlons surtout l'anglais et le danois au quotidien. Mais je n'ai pas oublié mon dialecte bernois. Et le français reste ma deuxième langue maternelle, que j'utilise toujours à l'Alliance française de Copenhague. Nous, les Suisses, avons tous de bonnes occasions d'utiliser nos langues, qui nous sont, pour ainsi dire, transmises au berceau. MARGRITH MOODY-ZUMSTEIN, DANEMARK

Nombreuses sont les personnes qui écrivent des lettres et des articles impeccables en allemand, mais rares sont celles qui s'expriment correctement et de manière fluide en bon allemand. Ce n'est pas bien! Je suis d'avis qu'il faudrait parler le bon allemand avec les locuteurs d'une autre langue, même s'ils comprennent un peu le dialecte. Les Tessinois, les Ro-

mands et les Grisons doivent-ils vraiment s'adapter à tous les dialectes en Suisse alémanique? Lorsque nous nous rendons en Italie, nous apprécions aussi d'entendre un italien correct au lieu d'un dialecte incompréhensible. MENA CEBOLLA-HUONDER, MALAGA, ESPAGNE

Quand on me demande quelle langue suisse je parle, je réponds toujours «la cinquième, l'anglais». Merci, donc, d'avoir validé mes propos! Établie aux États-Unis depuis 33 ans, je ne sais plus très bien ce qui relève de l'anglais d'Afrique du Sud, d'Angleterre ou des États-Unis. Tout le monde comprend les dialectes. ERIKA WHITE, ÉTATS-UNIS

Pourquoi la politique suisse a envisagé de bâillonner les scientifiques



Mon malaise est grand à la lecture de cet article. Toute décision politique doit rester transparente dans un système démocratique. Rien que la mauvaise habitude de débattre de sujets à huis clos n'entre guère dans ma conception de la démocratie. Qui a peur de défendre son point de vue, n'ose pas dire ce qu'il pense et la manière dont il prend des décisions? Je ne laisserais pas de tels politiciens décider de la marche du monde... Le fait de vouloir interdire à une assemblée de conseillers de s'exprimer corrobore mes doutes. ANDREAS MÜLLER, ELLWANGEN, ALLEMAGNE

Il me semble fondamental de prendre en compte les voix des scientifiques, surtout quand il s'agit d'une problématique de l'ampleur de celle que nous avons connue. La politique, par définition, est au service du peuple et devrait le rester. De ce fait, elle devrait toujours prendre en compte l'avis des scientifiques surtout s'agissant d'un domaine que nos élus ne maîtrisent pas. RALF UDO KREBS, PASTO, COLOMBIE

IMPRESSUM: La «Revue Suisse», qui est destinée aux Suisses de l'étranger, paraît pour la 47^e année en allemand, français, anglais et espagnol, en 14 éditions régionales, avec un tirage total de 431 000 exemplaires, dont 253 000 électroniques. Les nouvelles régionales paraissent quatre fois par

an. La responsabilité du contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas obligatoirement l'opinion de la rédaction ni celle de l'organisation éditrice. DIRECTION ÉDITORIALE: Marc Lettau (MUL), rédacteur en chef; Stéphane Herzog (SH); Theodora Peter (TP);

Susanne Wenger (SWE); Direction Consulaire, Innovation et Partenariats, responsable de la rubrique «Nouvelles du Palais fédéral». ASSISTANTE DE RÉDACTION: Sandra Krebs TRADUCTION: SwissGlobal Language Services AG; DESIGN: Joseph Haas, Zurich; IMPRESSION: Vogt-Schild Druck AG, 4552 Derendingen.

ADRESSE POSTALE: Éditeur/rédaction/publicité: Organisation des Suisses de l'étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne, tél. +41313566110. IBAN: CH97 0079 0016 1294 4609 8 / KBBECH22 E-MAIL: revue@swisscommunity.org

Clôture de rédaction de cette édition: 16 juin 2021

Tous les Suisses de l'étranger enregistrés auprès d'une représentation suisse reçoivent la revue gratuitement. Les personnes n'ayant pas la nationalité suisse peuvent s'abonner (prix pour un abonnement annuel: Suisse, CHF 30.-/étranger, CHF 50.-). La revue sera expédiée aux abonnés directement de Berne. www.revue.ch

CHANGEMENT D'ADRESSE: prière de communiquer votre nouvelle adresse à votre ambassade ou à votre consulat; ne pas écrire à Berne.



À 16 ans, est-on assez mûr pour voter?

Les jeunes Suisses voudraient avoir le droit d'élire et de voter à 16 ans au lieu de 18. Le débat est ouvert dans de nombreux cantons, mais aussi dans la Berne fédérale. Cela suffira-t-il pour que l'idée s'impose?

JÜRIG STEINER

Michael Pesaballe se souvient très bien du 6 mai 2007. Il pleuvait à verse sur la place de la *landsgemeinde* à Glaris, quand le jeune socialiste alors âgé de 20 ans est monté à la tribune pour demander l'abaissement de l'âge du droit de vote et d'élection actif à 16 ans. «Sincèrement, je ne pensais pas pouvoir rassembler une majorité», raconte-t-il. Mais l'assemblée s'est mise à débattre avec vivacité, «et tout à coup, j'ai senti le vent tourner».

La tournure est historique. Selon Michael Pesaballe, après la prise de position «vibrante» de l'ancienne conseillère d'État Marianne Dürst, la *landsgemeinde* a accepté de justesse le compromis proposé. Le canton de Glaris conservait le droit de vote passif, soit le droit de se faire élire à une fonction politique, à 18 ans, mais il abaissait – et c'était une première en Suisse – le droit de vote et d'élection actif à 16 ans. «Naturellement, j'espérais alors que d'autres cantons suivraient notre exemple», relate Michael Pesaballe. Mais rien de tel ne s'est produit. En 2021, Glaris reste le seul canton où l'on a le droit de voter dès 16 ans.

Changement au Palais fédéral

L'ancien initié est convaincu que le tour de force qu'il a réussi sur le fil en 2007 est dû à un mélange entre l'esprit novateur des Glaronnais et l'émotion spontanée de la *landsgemeinde*. Lui-même «voterait toujours pour le droit de vote à 16 ans aujourd'hui, avec la même conviction». Récemment, le mouvement pour le climat, par exemple, a montré que les jeunes, contrairement aux préjugés

largement répandus, s'intéressent et s'engagent pour des sujets politiques. Et comme les votations concernent aussi leur avenir, «ils devraient pouvoir faire entendre leur voix et apprendre ainsi à endosser des responsabilités», estime Michael Pesaballe.

Depuis deux ou trois ans, les lignes bougent autour de la question, notamment dans les cantons de Vaud, de Bâle-Ville, de Genève, du Valais, de Neuchâtel, de Zurich, de Berne, d'Uri, de Zoug et de Lucerne. L'évolution des choses au plan national est remarquable: en 2008 et en 2017, le droit de vote à 16 ans a été balayé par le Parlement. En 2020, tout a changé: à la surprise générale, le Conseil national a accepté une intervention de la conseillère nationale bâloise Verte Sibel Arslan et, quelques mois plus tard, la commission du Conseil des États chargée de l'examen préalable l'a suivi. Désormais, la voie est libre pour l'élaboration d'un amendement constitutionnel qui permettrait à près de 130 000 jeunes – notamment des jeunes Suisses de l'étranger –, de voter.

Avant d'en arriver là, le projet devrait se retrouver en votation populaire, où le droit de vote à 16 ans s'est jusqu'ici toujours heurté à des résistances. Dans le canton de Neuchâtel, le peuple a rejeté son introduction avec 60 % des voix l'an dernier.

Zurich pour, Berne contre

La Suisse a adopté le scrutin féminin en 1971 après un long combat. En 1991, elle a abaissé le droit de vote de 20 à 18 ans. Les étrangers établis en Suisse



La *landsgemeinde* de Glaris est une forme très ancienne de démocratie directe: le 6 mai 2007, elle a choisi la modernité en accordant le droit de vote aux jeunes dès 16 ans.

Photo Keystone

ne peuvent voter que dans un petit nombre de communes et de cantons, et seul Glaris accorde le droit de vote dès 16 ans. La Suisse est toujours prête à se reposer la question de savoir qui peut participer à la démocratie. Mais elle a toujours besoin de beaucoup de temps pour ce faire.

Dans la question du droit de vote à 16 ans, il est intéressant d'observer ce que font les cantons les plus peuplés, Berne et Zurich. Le gouvernement zurichois est pour, mais le gouvernement bernois est contre. Leurs arguments sont diamétralement opposés.

Le gouvernement cantonal zurichois, favorable au projet, souligne le «déséquilibre générationnel» qui est en train de se dessiner dans la politique suisse. L'âge médian des votants s'élève actuellement à 57 ans et, d'après les calculs du think tank libéral Avenir Suisse, il passera à plus de 60 ans d'ici 2035. En d'autres termes, le poids politique des plus de 60 ans ne cesse d'augmenter en raison de l'allongement de l'espérance de vie. Il sera bientôt aussi important que celui de l'ensemble de la population de moins de 60 ans.



Pour le Conseil d'État de Zurich, ce constat parle en faveur d'un rajeunissement des votants et d'une prise en compte des futurs participants à la démocratie directe: si l'on intègre les jeunes aux décisions politiques à la sortie de l'école obligatoire, soit à un âge où l'éducation civique qu'ils ont reçue est encore fraîche dans leur tête, on augmente la probabilité de les voir prendre l'habitude de voter à long terme.

La question de la majorité

Le gouvernement cantonal bernois, opposé au projet, porte quant à lui son regard sur l'écart entre la majorité civile et politique. On ne peut apposer de signature juridiquement valable sur un contrat qu'à partir de 18 ans. Introduire le droit de vote dès 16 ans signifierait que les jeunes pourraient voter sur des référendums et des initiatives qu'ils ne pourraient pas signer. Il faudrait aussi distinguer le droit d'élection actif et passif: les jeunes pourraient élire, mais se faire élire seulement deux ans plus tard.

Cette argumentation est un «écran de fumée qui empêche un système effectivement adapté aux jeunes de voir le jour», rétorque

Philippe Kramer, 20 ans, membre du groupe d'intérêt politiquement neutre «Stimmrechtsalter 16» (droit de vote à 16 ans). Il trouve que le terme de «majorité» utilisé par les opposants au projet est démodé. Pour lui, l'important est la capacité de juger, c'est-à-dire de soupeser logiquement les conséquences d'un vote. «Or elle est acquise à 16 ans», relève le jeune homme. La «réflexion à froid», autrement dit la faculté de prendre des décisions calmement, sans se précipiter ni se faire influencer par ses amis, est tout à fait développée à 16 ans, souligne-t-il en se référant à l'avis de psychologues.

Être présent sur Instagram

Une question se pose: où les jeunes s'informeront-ils avant de déposer leur bulletin dans l'urne? Un sondage révèle que 70 % des 15 à 25 ans s'in-

Les visages rayonnants des jeunes à la *landsgemeinde* de Glaris, le 6 mai 2007, quand ils se sont vu accorder le droit de vote à 16 ans.

Photo Keystone

forment tout au plus une fois par semaine sur l'actualité politique. Cependant, des initiatives tentent de redresser la barre. L'organisation Easyvote s'efforce de donner des informations accessibles à tout le monde sur les votations et les élections sous la forme de clips vidéo et de brochures. Et, il y a quelques mois, un collectif de jeunes journalistes a lancé le projet en ligne «@tauch.station», qui cible les réseaux sociaux. «@tauch.station» effectue des recherches sur des thèmes politiques et les présente sur Instagram, réseau social riche en images particulièrement apprécié des jeunes. D'après le collectif, les jeunes ne se désintéressent pas de la politique. Mais «la démocratie est, à nos yeux, également synonyme d'accessibilité», déclare sa cofondatrice Alice Grosjean, 29 ans. Les sujets politiques sont trop peu traités là où sont les jeunes, c'est-à-dire sur le web, dit-elle. Ou ils y sont présentés de façon trop compliquée. C'est contre cela que se bat «@tauch.station». Pour résumer, on pourrait dire que les jeunes sont mûrs pour le droit de vote à 16 ans, mais que l'idée doit encore faire son chemin chez les adultes qui pourraient le leur accorder.

La conseillère nationale Sibel Arslan (BS) a contribué à un premier succès vers le droit de vote à 16 ans au plan national. Photo Keystone



Que veulent les jeunes de 16 ans?

Quelles sont vos priorités actuellement? Quels sont vos plus grands espoirs et vos plus grandes craintes? Et que pensez-vous du droit de vote à 16 ans? La «Revue Suisse» a posé ces questions à 16 jeunes de 16 ans. Portrait d'une génération qui pense que les décisions politiques ont un impact réel sur leur avenir.



Anne Hielscher

Née en 2004, elle vit à Mollis (GL), où elle peut voter depuis l'âge de 16 ans. Elle fréquente le gymnase de Glaris. Sa branche principale est la biochimie.



Pas mal de jeunes de mon entourage ont peur de l'avenir.

Il est normal de se poser beaucoup de questions à notre âge. Avec le changement climatique et la pandémie de coronavirus, nous sommes cependant confrontés à des sujets difficiles à appréhender. Nous ne savons pas comment la situation évoluera, par exemple quels emplois offriront encore une sécurité. Le coronavirus nous a fait perdre un an. Cela plombe

l'atmosphère. Les troubles psychiques augmentent. Le changement climatique me préoccupe beaucoup.

Les politiques devraient enfin admettre qu'il faut faire quelque chose. Ils devraient agir au lieu de discuter sans fin. Nous n'avons plus beaucoup de temps. Dans mon quotidien aussi, j'essaie de faire tout ce que je peux pour le climat. Je mange végétarien et j'utilise les transports publics. Cela me dérange quand on mélange les faits et les opinions dans les débats. Je m'intéresse aux sciences naturelles et j'ai choisi la biochimie comme branche principale.

Je peux imaginer travailler plus tard dans la recherche et devenir enseignante. Pendant mes loisirs, je suis un cours d'ornithologie en ce moment. J'aime me promener dans la nature, je participe à des excursions et je vais régulièrement courir. À côté de l'école, j'ai cependant peu de temps à consacrer à mes hobbies. Je trouve bien que les jeunes aient le droit de voter et d'élire dès l'âge de 16 ans dans le canton de Glaris. Malheureusement, je n'ai pas encore pu le faire en raison de la pandémie: la *landsgemeinde* a été annulée deux fois. Je participerai certainement à la prochaine. Je veux saisir ma chance de peser dans le débat.

Toute la société profite du fait que les jeunes apportent des aspects et des points de vue neufs. Ils envisagent les choses différemment des adultes. Je suis également pour l'introduction du droit de vote à 16 ans au niveau

national. Les jeunes qui veulent voter doivent pouvoir le faire. Il s'agit de notre avenir, après tout. Nos vies seront impactées par les décisions qui sont prises aujourd'hui. Pour m'informer, je regarde le journal télévisé, je lis les journaux et je discute avec mes parents. Je m'intéresse à la politique. Mais je ne me sentirais pas à l'aise au sein d'un parti. Je ne suis d'accord à 100% avec aucun d'entre eux et je trouverais difficile de défendre une position que je ne partage pas.

PROPOS RECUEILLIS PAR EVELINE RUTZ



À côté de l'école, je pratique le scoutisme, surtout le week-end, et je fais aussi pas mal de skate. Le skatepark d'Aarau est loin d'être idéal, mais je m'en contente. Je trouve qu'une bonne piste de skate doit être suffisamment grande pour que les débutants puissent s'exercer en même temps que les personnes qui veulent faire des figures plus exigeantes. Et il faudrait qu'il y ait suffisamment d'ombre. Faire du skate de manière intensive est relativement fatigant.

Dans le skate, on ne progresse que si l'on est prêt à s'entraîner, s'entraîner et encore s'entraîner. Bien sûr, le

« J'aimerais devenir conseiller national, siéger au Parlement suisse. Je suis animé par l'envie de changer les choses qui me dérangent. Le système économique, par exemple, devrait devenir plus libéral et plus écologique en même temps. En cas de doute, j'opte pour l'efficacité: je vais à l'école en bus, bien que cela me prenne deux fois plus de temps qu'à vélo. Mais cela me permet de lire le journal en route.

Bien sûr, il faut de la chance pour être élu au Parlement. Mais j'ai les prérequis idéaux: j'aime le débat et je me débrouille bien, car j'ai de la répartie. Depuis plus de deux ans, je suis membre du parlement des jeunes de la ville de Berne. Nous nous battons pour le droit de vote à 16 ans. Le Grand Conseil du canton de Berne est en train de débattre de l'idée.

À la fin du gymnase, je prévois de faire un voyage au Japon avec un ami. Le fait que ce pays soit si lointain mais que sa culture – d'après ce que je lis dans des livres – soit si proche de la nôtre me fascine. Les Japonais comme les Suisses sont plutôt introvertis, mais prompts à aider. En ce moment, j'apprends le japonais avec des vidéos sur Internet. Et j'économise de l'argent pour mon voyage. Je n'ai pas encore réuni une grande somme, car je n'ai pas d'emploi. Je n'ai pas le temps de tout faire.

PROPOS RECUEILLIS PAR FLAVIA VON GUNTEN



Jason Steinmann

Né en 2005, il vit à Ittigen, près de Berne, et fréquente le gymnase de Neufeld à Berne. Il fait partie de la troupe de théâtre de l'école parce qu'il aime se glisser dans de nouveaux rôles.



Moritz Würtenberg

Né en 2005, il vit à Küttigen (AG) et fréquente l'école du district d'Aarau. Il commencera cet été un apprentissage de trois ans de laborantin en chimie.

risque de blessure existe: les endroits les plus exposés sont les articulations des pieds et les genoux. Pourtant, personne ne porte de protections parmi nous, car elles donnent beaucoup trop chaud. Et elles ne correspondent pas à notre style. Chacun doit s'auto-évaluer: certains jours, on est en forme, et on réussit des figures difficiles. D'autres jours, il est plus intelligent de ne pas prendre trop de risques.

Quand on me dit que les jeunes ne s'intéressent pas à la politique ou ne sont pas encore mûrs pour voter à 16 ans, je rétorque qu'avec mes amis, nous parlons souvent de sujets poli-

tiques. C'est absolument normal. Peut-être pas des partis politiques, mais de questions qui concernent notre avenir, comme la protection du climat. De mon côté, par exemple pour mon apprentissage, j'ai déjà pris des décisions personnelles importantes, et je les assume. Et après, on vient nous dire qu'on est trop jeunes pour se faire une opinion sur un sujet politique? Cela ne tient pas debout! Et évidemment, cela dépend de qui vous enseigne l'histoire, mais je trouve qu'on apprend des choses sur la politique en Suisse à l'école. Cela suffit largement pour avoir le droit de voter et d'élire.

PROPOS RECUEILLIS PAR JÜRIG STEINER

« Pour préserver les espaces vitaux pour les futures générations, nous devons mieux protéger l'environnement. La politique devrait y prêter plus attention et investir davantage dans la protection du climat. Il s'agit d'un sujet qui nous tient à cœur dans ma famille. Nous n'avons pas de voiture et nous tirons une partie de notre électricité d'une installation solaire sur le toit de notre maison. Le fait que nous partions presque chaque été en Finlande est moins favorable du point de vue de la protection du climat. Nous y rendons visite à des amis et à des connaissances. Ma grand-mère est finlandaise. Mon père m'a appris le finnois. Soit dit en passant, il n'existe pas de pronoms féminins et masculins dans cette langue, et cela me plaît bien. Une langue devrait inclure tous les individus, indépendamment de leur sexe. Je m'efforce de parler et d'écrire de manière épiciène. Au lieu de dire «les auditrices et les auditeurs», on peut très bien parler par exemple d'«auditoire». Je ne sais pas encore exactement ce que je veux faire plus tard. Je m'intéresse aux médias. Peut-être que je deviendrai présentatrice.

Dans les cours d'histoire, nous avons parlé des élections nationales et cantonales. L'enseignante a régulièrement souligné à quel point il est important de voter, et quel privilège nous avons en Suisse. Cela a éveillé mon intérêt pour la politique. Je demande toujours à mes parents ce qu'ils votent. Je me tiens au courant de l'actualité notamment par les réseaux sociaux. Je trouverais bien que les jeunes puissent voter. Ainsi, nous aurions l'opportunité de faire davantage pour la protection du climat. Le droit de vote à 16 ans nous donnerait en outre le sentiment d'être intégrés. On sait que la population vieillit. Tous les groupes de la société devraient être représentés en politique, y compris les personnes en situation de handicap physique ou psychique.

Pendant mes loisirs, je suis souvent dehors. Je vais régulièrement me balader avec notre chien Lupin. C'est un Toller, il a un an et ne pense encore qu'à faire des bêtises. Je sors souvent me promener avec des copines qui ont aussi un



Johanna Ruoff

Née en 2005, elle vit à Brugg (AG) et fréquente le gymnase de Baden. Elle aime lire, joue du violon et va régulièrement se balader avec son chien Lupin.

chien. J'aime lire, je m'intéresse aux langues et je pourrais envisager de faire un jour un semestre à l'étranger. La musique joue un rôle important dans mon quotidien. J'écoute différents genres, je joue du violon et je chante dans un chœur. Une autre chose qui m'importe serait d'améliorer l'éducation sexuelle à l'école et de parler davantage de l'amour entre personnes du même sexe.

PROPOS RECUEILLIS PAR EVELINE RUTZ





Kimmo Steiner

Né en 2004, il vit à Thoun et fait un apprentissage de constructeur de bateaux à Spiez.

Le week-end, il joue au basket-ball et va au restaurant avec des amis.

mieux formées et mieux payées. Je veux de toute façon faire un métier en rapport avec le sport. J'aime bouger. Je fais du ski en hiver et de la natation en été. En tant que cheftaine scout, je fais régulièrement des sorties avec des enfants, et cela me plaît beaucoup.

Je me bats pour que la politique prenne plus au sérieux la protection du climat. J'ai déjà participé à plusieurs manifestations à vélo et je fais partie du mouvement «Grève pour l'Avenir». Les jeunes de 16 ans sont capables de se faire leur propre opinion. C'est un bon âge pour commencer à voter. Je trouve que c'est une bonne idée d'abaisser l'âge du droit de vote à 16 ans. Pendant la pandémie, j'ai davantage consulté les médias pour m'informer. À l'école, nous abordons également des questions politiques. Mais on pourrait encourager encore plus la pensée critique. Il est important de remettre en question ce que disent les médias.

PROPOS RECUEILLIS PAR EVELINE RUTZ

Yves Heim

Née en 2004, elle vit à Zurich où elle fréquente le Liceo Artistico, un gymnase artistique suisse-italien. Elle joue dans l'équipe féminine du club de football FCZ et pratique le scoutisme.



Le football est ma grande passion. Je pratique ce sport depuis sept ans et j'ai rejoint le club FCZ il y a trois ans. Je suis passée directement des M17 aux M19. Nous nous entraînons quatre fois par semaine et disputons des matchs le week-end. Nous allons souvent jouer dans d'autres villes, parfois en Suisse romande ou au Tessin. Le niveau est élevé: on attend beaucoup de nous et je dois vraiment tout donner. Cela me plaît, car je progresse ainsi. Actuellement, je joue en défense, et je m'y sens très bien. Nous avons un bon esprit d'équipe. Je retrouve également certaines de mes coéquipières pendant mon temps libre. Bien sûr, il y a aussi de la concurrence entre nous. Pour bien jouer, je dois parfois faire preuve d'égoïsme. D'un autre côté, je ne peux progresser qu'avec mon équipe. Nous ne pouvons gagner qu'ensemble. Quand tout ne se passe pas comme souhaité, je m'énerve. Après une défaite, je préfère rentrer chez moi et me coucher.

Nous avons peu de contacts avec les juniors du FCZ. Leurs M17 sont répartis en trois groupes. La pression y est plus forte et la sélection plus rude que chez nous. Mais les juniors ont davantage de possibilités, car ils disposent d'un budget plus important. Ils ont plus souvent des camps d'entraînement, par exemple. Je trouverais bien que les filles et les garçons bénéficient du même soutien.

Le football est bien plus qu'un hobby pour moi. Je pense que je m'établirai un jour à l'étranger, peut-être aux États-Unis, où les footballeuses sont



J'hésitais entre les métiers de menuisier et de polymécanicien. J'ai choisi la formation de constructeur de bateaux car c'est un métier qui réunit les deux autres. Avant mon apprentissage, je n'avais encore jamais piloté de bateau. Pour le CFC, toutefois, j'ai besoin du permis voile. L'été dernier, je me suis donc acheté un bateau et j'ai passé l'examen.

J'aime le sentiment de liberté que j'éprouve lorsque je navigue sur le lac de Thoun. Plus tard, j'aimerais faire le tour du monde à la voile. Je trouve excitant d'aller dans des endroits que peu de gens peuvent voir. À long terme, j'aimerais travailler comme constructeur de bateaux l'hiver et comme instructeur de voile l'été. Cela me plairait de pouvoir transmettre mes connaissances.

Je suis très satisfait de ma vie. Je ne ressens pas la nécessité de changer quelque chose. La politique m'intéresse peu et le fait de ne pas pouvoir voter en raison de mon âge ne me dérange pas.

Il est plus important pour moi de faire entendre ma voix au sein de mon équipe de handball. Je suis capitaine et mon avis compte: avec l'entraîneur, nous décidons ensemble du contenu de l'entraînement. Et, sur le terrain, je peux toujours choisir mon numéro de maillot le premier. Le huit n'a aucune signification particulière pour moi, mais c'est toujours le numéro que je porte.

PROPOS RECUEILLIS PAR FLAVIA VON GUNTEN



Lionel Formaz

*2005, vit à Martigny (VS). Il est en première année d'école de commerce. Il pratique assidûment la lutte gréco-romaine, mais aussi le parkours et le skate.



« Je soutiens le mouvement qui vise à permettre aux jeunes Suisses de voter dès 16 ans. Je pense qu'en 2021, les jeunes sont plus matures et plus éduqués que par le passé. Comme moi, beaucoup de jeunes sont enthousiasmés par la politique. Ils veulent donc être impliqués dans les processus de décision. Lors d'un vote, il est important de regarder les choses des deux côtés pour se faire une opinion et prendre une décision avant de voter. Que ce soit à 16 ou à 18 ans, chacun doit faire l'effort de prendre en compte les points de vue et les opinions favorables et opposées à un projet. Il ne faut pas se contenter de voter en fonction de ce que nos parents ou nos amis aimeraient qu'on vote.

C'est vrai, les jeunes qui sont à l'école ne paient pas encore d'impôts. Pourtant, cet argent financera les décisions prises en votation. Et celles-ci toucheront quand même la vie des jeunes citoyens suisses pour longtemps. Certaines personnes plus âgées peuvent penser que les jeunes Suisses ne voteront que pour

des intérêts à court terme. En fait, de nombreux jeunes s'intéressent à des projets à long terme tels que le réchauffement climatique, ou la faim et la paix dans le monde. Les jeunes doivent rapidement faire des choix sur leur parcours scolaire. Les autoriser à voter leur permettra de jouer un rôle actif dans l'avenir politique de leur pays. Changer les choses et faire participer les gens n'est pas facile, mais il est important que des voix différentes soient entendues. Comme la population est plus jeune, le droit de vote à 16 ans donnera des voix à plus de personnes.

Quand je serai plus âgée, je retournerai peut-être en Suisse pour y vivre. Si je pouvais voter dès maintenant, je participerais à ce que sera le pays quand j'aurai terminé mes études et donc à la Suisse que mes enfants connaîtront. Accorder le droit de vote aux jeunes de 16 ans permettra de créer une base électorale éduquée et engagée. Elle s'ajoutera aux autres voix qui sont entendues.

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE HERZOG



Oui, la politique m'intéresse! S'il y a un grand débat aux États-Unis ou en France, je regarde qui prend l'avantage. J'ai revu par exemple sur Tik Tok et Instagram des passages du débat entre Le Pen et Macron. C'était assez chaud. Il y avait de bonnes piques. Cette notion de débat, nous l'abordons en cours d'économie politique. En Suisse, la politique est moins vivante. Comme tel, le président de la Confédération ne sort pas du lot. Par rapport au droit de vote, les femmes se sont battues pour l'obtenir et dans certains pays elles n'y ont toujours pas accès. C'est donc un droit important.



Juliette Siffer

* 2005, vit à New York avec sa famille suisse et américaine. Elle va au lycée et montre un intérêt certain pour la politique. Elle apprécie les discussions philosophiques et s'intéresse aux nouvelles idées.



Mais pour le vote dès 16 ans, pas sûr que soit la meilleure des idées, car tout le monde n'est pas forcément prêt. Une solution serait peut-être de le donner d'abord au niveau communal. Pour les votations et les élections nationales, je pense qu'il faudrait nous apporter des informations plus en profondeur. Au niveau de la politique locale, la commune devrait, je trouve, être plus à l'écoute des jeunes.

L'ouverture récente à Martigny d'un skate park est une bonne chose. Mais c'est un projet qui a mis 15 ans à se réaliser! Durant le Covid-19, en cas de pluie, il n'y avait aucun lieu pour se retrouver entre copains. Il faut créer des espaces pour les jeunes.

Mon futur? J'aimerais avoir une maison et une famille à Martigny. J'ai un autre rêve, plus proche, celui d'aller au Japon avec des amis pour découvrir cette culture, car je suis fan de mangas et de dessins animés japonais. Au sujet des grandes questions liées au futur, il y a bien sûr le réchauffement climatique. Je fais des petits gestes à mon niveau: je trie les déchets, je ne gaspille pas l'électricité. Mais ce qu'il manque à mon sens, c'est une véritable action collective. Il faudrait en tout cas arrêter le nucléaire, pour éviter de polluer les sols à vie et trouver des énergies propres. Faire de la politique? Je ne milite pas pour le moment, mais un jour pourquoi pas!

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE HERZOG



Voter à 16 ans? Oui, moi j'irais. Mais il faut du recul et tous les jeunes n'ont forcément une vision suffisamment claire du monde pour cela. Cela dit, beaucoup de votations ont trait à des sujets qui concernent plus les jeunes que les personnes âgées. Pour le climat, le vote à 16 ans serait utile. Idem sur les pesticides. Ce thème a été très présent sur les réseaux sociaux. Nous aurions eu le bagage pour voter. Le désavantage serait peut-être de faire grandir les jeunes trop vite dans le monde des adultes.

La politique suisse? Je n'y comprends pas grand-chose. C'est un gros bazar pour un si petit pays, avec ses trois niveaux de décision politique. Parmi les dirigeants, je retiens le nom d'Alain Berset, qui a été très présent ces derniers mois. À la maison, j'ai aussi beaucoup entendu parler de l'affaire Maudet, mais je n'ai pas compris les enjeux et je n'ai rien lu de neutre sur ce sujet. Du coup, je n'ai pas d'avis sur cette affaire. Je ne consulte pas beaucoup les médias, hormis les articles que nous lisons au collège pour apprendre à débattre. Nous l'avons fait par exemple sur l'achat d'avions de chasse. J'utilise beaucoup Instagram, où je suis des créateurs.

Mes espoirs pour le monde? J'aimerais d'abord que le virus s'arrête! Ensuite, il y a la question du réchauffement climatique. C'est urgent d'agir, mais il n'est pas trop tard. J'ai défilé pour ça. Il faut que les autorités organisent le changement. Mes rêves personnels tournent autour de la musique classique, que je pratique depuis toute petite. Apprendre un instrument est réservé à une catégorie sociale. J'aimerais que des personnes défavorisées puissent aussi y accéder. La musique sera présente dans ma vie d'adulte. Je vivrai en ville et j'aurai des enfants. Ce sont mes principaux désirs. Du côté des craintes, je vois que le climat peut se dérégler. Ça fait peur. L'intelligence artificielle représente peut-être aussi un danger pour le travail humain. Nous vivons à une époque où la sécurité de l'emploi n'est plus garantie.

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE HERZOG



Cléo Perret

*2005, est en 1^{ère} année de collège à Genève, dans une classe avec option musique. Elle pratique le piano classique et la danse.

« J'ai une vie bien remplie. Ce n'est pas facile de réussir à faire tout ce que je voudrais. Trois soirs par semaine, je fais de la danse hip-hop et jazz. J'aime danser à plusieurs dans la même pièce et oublier ainsi mes soucis quotidiens. Je joue aussi du piano, je dessine des personnes et des animaux dans un cahier d'esquisses et je transforme des vêtements avec ma machine à coudre. Je me promène souvent au bord de l'Aar avec des amies. Nous jouons aux cartes ou au volley, faisons du skate, pique-niquons, écoutons de la musique ou discutons, tout simplement.



Olivia Aeschlimann

Née en 2005, elle vit à Berne et y fréquente le gymnase de Kirchenfeld. Elle aime écouter la chaîne de radio SRF 3 parce que l'équilibre proposé entre musique et informations lui convient.

C'est bien d'avoir autant de centres d'intérêt, mais cela peut aussi être un obstacle, car je ne sais pas ce que je veux faire après l'école. Je suis intéressée par des études de droit, mais aussi par la médecine. Dans tous les cas, je veux me battre contre les inégalités sociales. Pour l'instant, je le fais en manifestant. D'une façon ou d'une autre, je veux faire entendre ma volonté politique, et je n'ai pas encore le droit de vote, hélas. Je ne vois pas bien pourquoi je dois encore attendre deux ans pour cela. Nous avons déjà des cours d'instruction civique à l'école. Je ne connaîtrai donc pas mieux la politique dans deux ans, j'aurai seulement un peu plus d'expérience de la vie.»

PROPOS RECUEILLIS PAR FLAVIA VON GUNTEN



Elena Niederhauser

Née en 2004, elle vit à Tarasp, en Basse-Engadine (GR), et commencera bientôt un apprentissage de droguiste. Elle peut tout à fait s'imaginer faire de la politique un jour.



« Quand je ne suis pas à l'école ou en train d'étudier, je sors avec mes amis, je lis ou je cuisine. L'école est très importante pour moi et j'essaie d'obtenir d'aussi bonnes notes que possible. Je finirai l'école secondaire au début de l'été, puis je commencerai un apprentissage de droguiste. J'aimerais avoir une bonne formation, et si possible faire des études par la suite. Pour cela, je devrai quitter ma vallée. Je vivrai probablement en ville plus tard, peut-être même à l'étranger. Mais un jour, j'aimerais revenir vivre ici, en Basse-Engadine.

Ma mère fait de la politique au niveau local. Quand mon frère et moi étions plus jeunes, cela n'avait pas encore d'intérêt pour nous. Aujourd'hui, nous remarquons qu'on parle beaucoup de politique à la maison, surtout en période de votations. Je trouve cela passionnant à présent. Les dernières votations, avec l'initiative sur les pesticides ou l'initiative pour une

eau potable, concernaient directement notre famille, parce que mes parents exploitent une ferme. À l'école, nous avons dû réaliser un podcast sur ces objets de votation, ce qui a fait que nous nous sommes beaucoup occupés de politique. J'essaie toujours de me faire ma propre opinion. Je trouverais bien que l'on puisse voter à 16 ans déjà, mais d'un autre côté je serais probablement dépassée, car je ne sais pas quoi penser de bon nombre de sujets. À 16 ans, on a d'autres soucis que celui de devoir déjà jouer un rôle important dans la démocratie. Cela dit, j'aimerais bien changer la politique climatique. On pourrait améliorer tant de choses! Je peux tout à fait m'imaginer faire de la politique un jour. Sans viser immédiatement le Conseil fédéral...

PROPOS RECUEILLIS PAR
FADRINA HOFMANN



Encore plus de voix sur
www.revue.ch

Et que disent et pensent Dewjana (GE), Lisa (TG), Malin (SO), Noelia (GL) et Valérie (SG), toutes âgées de 16 ans ? Vous trouverez leurs portraits sur www.revue.ch, parmi ceux des 16 jeunes que nous avons interrogés.

Le réseau de transport le plus aérien de Suisse

Aucun autre canton ne compte autant de petits téléphériques bizarres suspendus au-dessus de gouffres béants que le pays montagneux d'Uri. Hier incontournables pour atteindre les fermes d'altitude isolées, ils servent aujourd'hui au tourisme doux.

JÜRIG STEINER

Eggenbergli est une petite terrasse naturelle haut perchée sur l'abrupt ubac de la profonde vallée du Schächen, qui mène d'Altdorf, le chef-lieu du canton d'Uri, au col pierreux et sauvage du Klausen. Autrement qu'à pied, le lieu n'est accessible tout au plus qu'en moto tout-terrain par des paysans de montagne qui n'ont pas froid aux yeux, mais il est relié à Witterschwanden, hameau situé au pied de la route du col, par deux câbles d'acier de 1500 mètres de long. Ce sont là de véritables artères vitales, car ils portent un moyen de transport à la fois historique et innovant.

Les deux petites cabines du téléphérique, construites en 1953 et peintes en vert comme la forêt et les prés, ressemblent à des pièces de musée bien entretenues. Quatre personnes au maximum peuvent s'y encoigner sur deux bancs, les bagages restant à l'air libre. Une suspension à deux bras, fins comme des bretelles spaghettis, relie la cabine aux quatre roues sur le câble. Ce sont les passagers eux-mêmes qui mettent l'engin en branle en insérant un jeton et en pressant un bouton. Quand la cabine, propulsée à l'électricité, s'élance de la station supérieure en direction de la vallée, elle décrit un vif mouvement de balancier vers l'avant... et coupe le souffle un instant à ceux qui s'y trouvent.



Dans cette sorte de deux-chevaux suspendue, on se balance alors doucement au-dessus d'un paysage agricole montagnard: les prés, des îles vert clair dans l'obscur forêt de montagne, sont souvent inclinés de manière vertigineuse et sont parsemés de fermes accrochées au talus entre lesquelles des paysans réunissent le foin séché à l'aide de souffleuses. Il n'y a aucune route d'accès.

Les téléphériques semblent hors d'âge comme celui d'Eggenbergli et le paysage rural façonné par les paysans



Plus haut, plus grand, plus rapide, plus beau? À la recherche des records suisses qui sortent de l'ordinaire. Aujourd'hui: en visite dans la région qui possède la plus forte densité de téléphériques de Suisse.

de montagne uranais ne vont pas l'un sans l'autre. «La construction de nombreux petits téléphériques à Uri, dès la Seconde Guerre mondiale, a été soutenue par le Service cantonal des améliorations foncières», indique l'historien Romed Aschwanden. Il dirige l'institut «Kulturen der Alpen» (Cultures des Alpes), une antenne de l'université de Lucerne à Altdorf, qui étudie, entre autres, les téléphériques uranais. La recherche est originale: le musicologue Michel Roth, par exemple, collectionne les sons des



câbles d'acier qui se balancent dans la vallée du Schächen. Son but: créer une composition avec les sons archivés.

Romed Aschwanden, quant à lui, s'intéresse à la fonction sociale des téléphériques: dans les montagnes uranaises, les petits téléphériques ont accouché du même résultat que les améliorations foncières classiques comme les travaux d'assainissement et de correction des eaux en plaine. Ils ont simplifié l'exploitation des terres agricoles et amélioré leur rendement en établissant un lien avec la civilisation. Une fois les hameaux périphériques accessibles en téléphériques, les enfants ont pu se rendre sans problème à l'école et leurs parents trouver plus facilement un second emploi dans la vallée.

Les «petits bateaux de Niederberger»

Le pays d'Uri étant extraordinairement tortueux et pentu, un réseau de téléphériques dense comme nul autre a été créé, qui compte aujourd'hui encore 38 téléphériques officiellement autorisés à transporter des passagers aux quatre coins du canton. Tout aussi spectaculaire que celui d' Eggenbergli,

on trouve par exemple, le trajet de la mini-cabine ouverte montant de Bristen, dans la vallée de Maderan, à Waldiberg, ou celui qui descend de Musenalp à Chlital, près d'Isenthal.

L'essor des téléphériques a été initié par le pionnier de l'industrie nidwaldois Remigi Niederberger, forgeron de métier, qui s'est rendu compte du potentiel de ce mode de transport au tournant du siècle. Avec ses fils, il a développé, comme le raconte l'historien Romed Aschwanden, une construction spécialement adaptée aux rudes régions montagneuses: une toute petite cabine, réduite à l'essentiel mais protégeant des intempéries, dont le dispositif d'accrochage court permettait de conserver des pylônes bas. Les «petits bateaux de Niederberger» tels que ceux qui montent à Eggenbergli font aujourd'hui partie du patrimoine industriel et culturel de la région.

Transports publics à la verticale

Sur un trajet divisé en deux sections, une petite télécabine mène de la vallée du Schächen au haut plateau de Ruogig, qui sert d'alpage. De petites fermes s'éparpillent loin à la ronde au-

Le «petit bateau de Niederberger» qui mène à Eggenbergli ressemble à une pièce de musée.

Photo Uri Tourismus



Dans le cockpit de la cabine, les passagers doivent apprendre eux-mêmes à mettre le téléphérique en mouvement.

Photo Jürg Steiner

tour des stations intermédiaire et d'altitude: elles sont reliées en étoile à l'axe principal par de plus petits téléphériques servant au transport de matériel. Le lait et le foin sont ainsi rassemblés et envoyés dans la vallée, et des biens de consommation courants peuvent être acheminés jusque dans les fermes. «La culture uranaise des téléphériques se caractérise aussi par le désenclavement fin des hameaux dispersés», souligne l'historien. On pourrait parler d'un réseau de transport public aérien à la verticale.

Le point faible de ce système est son manque d'économicité. «L'exploitation des nombreux petits téléphériques aux faibles fréquences ne peut guère être rentable», confirme Toni Arnold, directeur de l'association des téléphériques d'Uri. Les exigences de sécurité croissantes sont un aspect primordial. Même si ces petits téléphériques ont l'air, de prime abord, de constructions provisoires mal entretenues, ils sont soumis aux intervalles de contrôle fixés par la loi. Tous les ans, l'instance responsable procède à un contrôle technique de chaque téléphérique en soumettant son câble à une radiographie spéciale. Ces dernières années, seuls quelques accidents ont été recensés avec des téléphériques de transport de matériaux dans lesquels des passagers avaient pris place de manière indue.

Concurrence de la route

Toni Arnold espère que la croissance du tourisme de plein air donnera un coup de pouce financier aux petits téléphériques d'Uri, d'autant plus que la plupart des cabines sont équipées d'installations permettant le transport de VTT. En même temps, l'homme ne cache pas que les connexions routières, en plu-



siers endroits, remettront en question les petits téléphériques historiques à moyen terme. Et cela, comme il le fait remarquer, «bien que la route ne soit pas supérieure au téléphérique à tous les égards». Certes, un accès routier s'avère souvent plus confortable et plus simple. Mais lorsqu'il y a du verglas en hiver, le téléphérique est clairement plus pratique. De plus, avec ses capaci-

tés limitées, il constitue une barrière contre l'afflux massif de visiteurs et représente le garant d'un tourisme doux et écologique aujourd'hui très prisé. L'hiver, les petits téléphériques desservent une niche touristique particulière en transportant les skieurs de randonnée jusque sur des pentes vierges alors que, plus haut, le risque d'avalanche est important.



À gauche: le petit téléphérique menant d'Amsteg au lac d'Arni franchit 790 mètres de dénivelé. À droite: le téléphérique menant de Hofstetten à Wilerli est un véhicule particulièrement aérien.

Photos Uri Tourismus

La vallée du Schächen, dans le canton d'Uri, compte un nombre particulièrement élevé de petits téléphériques. Ils sont représentés par des lignes rouges sur la carte.

© Swisstopo

Martin Gisler a beau ne pas être un touriste, mais un agriculteur, il ne veut pas entendre parler d'une route. Il est responsable de l'exploitation du téléphérique menant de Witterschwanden à Eggenbergli, qui assure un service de transport public bien particulier. Tous les cinq pylônes, les passagers peuvent presser sur un bouton pour demander l'arrêt. Cinq familles vivent toute l'année aux abords du téléphérique, et chaque arrêt dessert une maison. Martin Gisler vit près du cinquième pylône. Il apprécie le téléphérique surtout en hiver, lorsqu'il neige et qu'il est occupé toute la journée à déblayer seul le sentier menant à sa ferme.

Récemment, la coopérative responsable de l'exploitation a envisagé de remplacer le téléphérique vieillissant par une route, mais elle y a renoncé. Et pas seulement en raison des coûts: à Eggenbergli, personne ne peut s'imaginer une vie sans téléphérique.

Pour que les paroles ne se traduisent pas à nouveau en actes

Un mémorial pour les victimes du national-socialisme doit voir le jour en Suisse. Un concept élaboré par plusieurs organisations suscite de l'intérêt au niveau politique. Ses initiateurs entendent également lutter contre les préjugés et l'exclusion d'aujourd'hui.

SUSANNE WENGER

Cinq organisations, dont l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE), ont remis au Conseil fédéral à la fin mai un concept pour l'érection d'un mémorial en ville de Berne. Il sera dédié aux Suisses qui, selon le communiqué des initiateurs, «ont été persécutés, privés de droits et assassinés par le régime national-socialiste parce qu'ils étaient juifs, opposants politiques ou pour d'autres raisons». Le mémorial commémorera également les personnes qui se sont opposées aux nazis ou qui ont offert aide et protection aux victimes ainsi que les femmes, les hommes et les enfants persécutés que les autorités suisses ont refusé de sauver.

150 premiers signataires – dont de nombreuses personnalités connues – et 30 organisations soutiennent le concept. Certes, il existe déjà plusieurs plaques commémoratives ou projets similaires nés d'initiatives privées en Suisse. Depuis

la fin de l'an dernier, des pavés commémorent par exemple plusieurs victimes suisses des nazis en ville de Zurich. Ils ont été placés, comme en Allemagne et en France où ils existent depuis longtemps déjà, devant les maisons où vécut autrefois les victimes. «Mais aujourd'hui, il est temps qu'un mémorial officiel, porté par l'État, voie le jour», souligne le président de l'OSE, Remo Gysin.

Se souvenir des atrocités et de la terreur

Il est capital «d'entretenir le souvenir des atrocités inimaginables de l'Holocauste et de la terreur du régime nazi», y compris en Suisse et surtout vis-à-vis des jeunes générations, relève Ralph Lewin, président de la Fédération suisse des communautés israélites (FSCI). Outre une intervention artistique dans l'espace public, le mémorial comprendra des offres de formation et d'information, notamment en ligne. Jusqu'à il y a quelques années, le fait que des Suisses avaient été victimes des nazis était peu connu. Des recherches récentes montrent cependant que près de 1000 personnes ayant des liens avec la Suisse ont subi l'horreur des camps de concentration, et que plus de 200 d'entre elles y ont été assassinées.

Le social-démocrate zurichois Albert Mülli (1916–1997) a survécu au camp de Dachau. En 1938, il avait introduit clandestinement des tracts à Vienne. Après sa libération, les autorités suisses lui ont reproché «d'avoir causé lui-même» son infortune. Tout cela a laissé des traces qui ont resurgi dans son grand âge, comme le raconte sa fille Ursula Zellwe-

Les victimes suisses oubliées

Dans un livre paru fin 2019, trois journalistes suisses alémaniques se sont penchés pour la première fois sur le sort de détenus suisses des camps de concentration, des Suisses de l'étranger pour la plupart (voir «Revue» 1/2020). L'ouvrage, très bien accueilli, paraît à présent en français dans une version actualisée. «Après la publication, des lecteurs nous ont contactés et fourni des informations sur d'autres cas suisses», note l'un des auteurs, Benno Tuchschnid. Les sources ont été rassemblées et vérifiées. Le livre complété recense 749 victimes des nazis ayant un lien avec la Suisse. Et relate, entre autres, l'histoire de Henryka Sigmann, juive arrêtée avec son mari et deux de ses cinq enfants aux Pays-Bas, puis déportée et assassinée à Auschwitz en 1943. Ou encore celle d'Eugène Edouard Scheuch, qui a trouvé la mort au camp de Gusen en 1945. Deux ans auparavant, il avait été arrêté en France pour détention illégale d'armes.

Les Victimes oubliées du 3^e Reich. Par Balz Spörri, René Staubli et Benno Tuchschnid. Éditions Alphil, 384 pages. 29 CHF, 25 euros. Disponible dès octobre 2021.



Cultiver le souvenir sert aussi à donner aux victimes un nom et un visage: Albert Mülli a été détenu au camp de concentration de Dachau. Photo Archives fédérales suisses



Les initiateurs du projet de mémorial lors de la remise de leur concept au Conseil fédéral. Photo Keystone

ger: «Nous attendons toujours un signe de la part de la Suisse officielle.» L'ancienne juge fédérale Vera Rottenberg (77 ans) soutient elle aussi le mémorial. Issue d'une famille juive, elle a échappé de peu à la déportation en 1944 dans la ville de Budapest alors occupée par les Allemands. La mère de Vera ayant perdu sa citoyenneté suisse en épousant un Hongrois, elle s'était d'abord vu refuser l'asile en Suisse. C'est grâce à l'intervention généreuse d'un secrétaire de légation qu'elle a pu se sauver. «Il s'appelait Harald Feller», se souvient Vera

Rottenberg, qui souligne que les noms des Suisses courageux qui ont défendu les persécutés sont trop peu connus.

Un engagement pour la démocratie

Les initiateurs du projet ont à cœur de tisser des liens avec le présent. «La hausse massive de l'antisémitisme sur les réseaux sociaux nous préoccupe», reconnaît le président de la FSCL. Il faut combattre les discours de haine, la discrimination et le racisme car, dit-il, le passé nous a appris «que les idées se transforment en mots, et les mots en actes». Le mémorial a pour but de sensibiliser à des valeurs primordiales comme l'état de droit, la démocratie et les droits humains. Au Palais fédéral, on soutient la création d'un lieu de commémoration officiel. Avant les vacances d'été, le Conseil des États a accepté à l'unanimité une motion dans ce sens de Daniel Jositsch (PS). Au Conseil national, de nombreux parlementaires de droite comme de gauche ont signé une intervention similaire d'Alfred Heer (UDC). Le Conseil fédéral fait lui aussi preuve d'ouverture: il désire contribuer activement à l'érection d'un mémorial, a déclaré Ignazio Cassis (FDP) au Parlement, en soulignant que l'État ne peut pas imposer un tel projet, mais qu'il doit être porté par la société civile. Or c'est bien le cas du concept remis, a reconnu le ministre des affaires étrangères.

www.swissmemorial.ch/fr | www.stolpersteine.ch



Dans plusieurs villes suisses aussi, des pavés commémorent désormais les victimes du national-socialisme. Photo Keystone



Les frontières, une chance et un danger

Comment un musée qui, de prime abord, a pour objet un sujet restreint et limité, reste-t-il attrayant au fil des décennies? C'est la question qu'on se pose à propos du musée Bourbaki à Lucerne, dont l'architecture et le contenu sont consacrés à un seul événement: le franchissement de la frontière par 87 000 soldats loqueteux, gelés et affamés à l'hiver 1871 sous le commandement du général fran-

çais Bourbaki. L'armée en déroute a alors trouvé refuge en Suisse. Par la suite, l'accueil, le désarmement et l'internement des réfugiés ont considérablement contribué à l'image humaniste et neutre que la Suisse se fait d'elle-même, notamment grâce au peintre Édouard Castres, qui a représenté la scène du passage de la frontière sur une peinture de 112 mètres de long, et immortalisé ainsi un épisode frontalier marquant pour les habitants de la région. Cette toile panoramique est l'œuvre



maîtresse du musée Bourbaki, et elle fascine toujours autant. Le panorama est considéré comme l'ancêtre du cinéma, et celui d'Édouard Castres reste une œuvre d'art exceptionnelle et une dénonciation impitoyable de la guerre, car le peintre n'y glorifie pas la souffrance.

En cette année célébrant les 150 ans de l'événement, le musée évoque les souffrances d'alors et la solidarité dont la Suisse fit preuve vis-à-vis des réfugiés, mais il tisse aussi des

liens avec le présent en relatant des histoires et expériences ayant trait aux frontières actuelles. De manière ludique et provocatrice, il explore tous les types de frontières, entraîne le public sur le terrain des limites humaines que chacun a en lui, porte son regard sur des gardes-frontières modernes et sur les personnes qui se heurtent aujourd'hui à nos frontières nationales. Il montre ainsi clairement que les frontières sont à la fois un danger et une chance. L'exposition s'appuie non sur des

peintures à l'huile comme celle d'Édouard Castres, mais sur toute une série d'offres multiculturelles, de devinettes visuelles, de tables rondes et de visites guidées thématiques. Par les modes de transmission qu'il a choisis, ce musée ancré dans l'année 1871 repousse aussi ses propres frontières.

MUL

Année commémorative Bourbaki – Exposition temporaire et événements jusqu'au 31.12.2022 – www.bourbakipanorama.ch/fr

La Suisse face à un avenir incertain en Europe

Le Conseil fédéral enterre l'accord-cadre entre la Suisse et l'Union européenne (UE). Il souhaite toutefois poursuivre la voie bilatérale, mais c'est un plan risqué comportant de nombreuses inconnues.

THEODORA PETER

«Journée noire», «décision aberrante» ou «déclat libérateur»? Sous quel titre le 26 mai 2021 entrera-t-il dans les annales des relations entre la Suisse et l'Europe? Seul l'avenir le dira. En ce mercredi pluvieux et froid à Berne, trois membres du gouvernement suisse se sont présentés devant les médias pour annoncer, la mine grave, la fin des négociations avec Bruxelles. Le président de la Confédération, Guy Parmelin (UDC), entouré par le ministre des affaires étrangères Ignazio Cassis (PLR) et la ministre de la justice Karin Keller-Sutter (PLR), l'a expliqué ainsi: «Les discussions n'ont pas permis d'aboutir aux solutions dont la Suisse a besoin.» La sobriété de cette déclaration contrastait de manière spectaculaire avec l'explosivité de son contenu: après sept ans d'âpres pourparlers, la Suisse quitte la table des négociations et claque la porte à l'UE.

L'accord-cadre aurait dû régler l'ensemble des relations entre l'UE et la Suisse, qui n'en est pas membre. C'est important, non seulement parce que l'UE est le principal partenaire commercial de la Suisse. Mais aussi parce que l'accord-cadre aurait dû remplacer tous les accords bilatéraux conclus jusqu'ici. Le projet était prêt à être signé depuis 2018, après que l'UE avait déclaré que, de son côté, elle considérait les négociations comme achevées. Mais la Suisse demandait des «précisions» supplémentaires sur les points controversés, notamment la protection des salaires et les droits de séjour des citoyens européens en Suisse (voir «Revue» 2/2019). Les divergences sont finalement restées inconciliables, et même la nouvelle négociatrice en chef Livia Leu, récemment envoyée à Bruxelles, n'a pas pu aplanir les obstacles. En fin de compte, il ne lui est resté qu'à transmettre la lettre de rupture du gouvernement suisse à la centrale européenne. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a déclaré «ne pas avoir le temps» de s'entretenir par téléphone avec le président de la Confédération suisse. En d'autres termes, Bruxelles est durablement fâché.

Le peuple n'a pas son mot à dire

En Suisse aussi, l'abandon des négociations a provoqué une vague de consternation, notamment parce que le Conseil fédéral a pris cette décision lourde de conséquences sans consulter ni le Parlement, ni le peuple. Des observateurs de la vie politique, comme l'historien Thomas Maissen, reprochent au

La dernière rencontre entre le président de la Confédération Guy Parmelin et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen avant la rupture des négociations par la Suisse. La posture et l'expression laissent déjà deviner les «divergences inconciliables».

Photo Keystone



gouvernement son absence de courage dans son choix d'éviter un débat de politique intérieure sur l'accord-cadre et d'opter pour la «voie de la moindre contestation». En effet, la capacité de l'accord-cadre à rassembler une majorité était loin d'être acquise: à côté de l'UDC, qui dénonçait ce qu'elle considérait comme un «contrat de soumission», les syndicats y étaient aussi opposés. À l'exception du parti Vert'libéral, le scepticisme était en outre important au sein des autres partis. De plus, le fait que Bruxelles se soit montré peu enclin à faire des compromis durant les négociations n'a pas aidé.

À présent, que faire? Le Conseil fédéral n'a pas proposé de véritable «plan B». Il mise toujours sur la voie bilatérale et ce, bien que l'UE ait clairement fait comprendre qu'elle ne signerait pas de nouveaux accords ni ne renouvellerait les accords existants avec la Suisse sans accord-cadre. Comme l'a déclaré le ministre des affaires étrangères Igna-



zio Cassis, le Conseil fédéral a proposé à la Commission européenne «l'ouverture d'un dialogue politique dans le but de définir des priorités communes». Il part également du principe que les accords bilatéraux existants «peuvent continuer d'être utilisés sans problème». Pour les Suisses de l'étranger, la garantie de libre circulation des personnes est d'une importance capitale. L'Organisation des Suisses de l'étranger craint que l'abandon des négociations ne mette en péril les droits de séjour des près de 434 000 Suisses résidant dans des pays de l'UE.

Les piques de Bruxelles

Pour garantir la voie bilatérale, le Conseil fédéral entend aligner spontanément des lois suisses sur le droit européen. Il souhaite ainsi éviter des préjudices et protéger les

intérêts la Suisse. De plus, le gouvernement a l'intention de verser le milliard de cohésion qu'il doit encore à Bruxelles. D'après Ignazio Cassis, il s'agit là «du droit d'entrée pour l'accès au marché intérieur» et d'un signe de conciliation vis-à-vis de l'UE. En septembre, le Parlement validera ou non le versement de ce montant s'élevant à 1,3 milliard de francs. Les Chambres fédérales avaient déjà approuvé le principe en décembre 2019, mais en liant le versement à la condition que l'UE renonce à toute sanction contre la Suisse.

Bruxelles a déjà lancé ses premières piques : ainsi, les entreprises exportatrices de technologie médicale sont confrontées, depuis la fin mai, à des barrières administratives élevées pour l'autorisation de leurs produits dans l'espace européen. Il s'agit là d'une conséquence directe de l'échec de l'accord-cadre, et elle fait craindre que l'accès libre au marché intérieur européen continue désormais de s'effriter. Des problèmes se posent également concernant l'accès au programme de recherche Horizon Europe. Une rétrogradation, voire une exclusion de la Suisse, freinerait notamment la mobilité des étudiants et des chercheurs.

Pour l'instant, tout nouvel accord bilatéral est exclu, y compris sur le commerce de l'électricité. Si la Suisse ne risque pas le black-out pour autant, le risque augmente de voir le réseau électrique connaître des situations critiques si les opérateurs sont exclus des plates-formes de coopération de l'UE.

Tous les observateurs ne font pas preuve de pessimisme pour l'avenir. Tobias Straumann, historien d'économie, part du principe que Bruxelles reviendra à une approche pragmatique, comme elle l'a déjà fait face à la Grande-Bretagne dissidente. «L'UE et ses pays membres sont habitués à gérer l'hétérogénéité, à admettre des exceptions et à conclure des accords de bon sens», écrit-il dans la «NZZ am Sonntag».

Consultez le dossier en ligne de la «Revue Suisse» sur le thème Suisse-Europe:

<https://www.swisscommunity.org/fr/nouvelles-et-medias/revue-suisse/dossiers/la-suisse-et-ses-voisins>

Vous y trouverez aussi la prise de position détaillée de l'Organisation des Suisses de l'étranger.



Le peuple suisse freine la vague verte dans les urnes

La Suisse s'écarte de la voie climatique qu'elle avait suivie jusqu'ici. Après le rejet par le peuple d'une loi sur le CO₂ renforcée, les objectifs de l'accord de Paris sur le climat seront encore plus difficiles à atteindre.

THEODORA PETER

La loi sur le CO₂ était un compromis bien suisse, qui semblait bénéficier d'une large assise après la vague verte observée lors des élections nationales. Toutefois, le peuple a mis son veto, avec 51,6 % des voix, aux mesures prévues de réduction des émissions nocives pour le climat. Une petite majorité des Suisses n'était visiblement pas prête à dépenser davantage pour des billets d'avion ou de l'essence. Mais le projet a également été combattu par certains jeunes activistes du climat, qui le trouvaient trop léger pour lutter contre le réchauffement climatique mondial. Enfin, la loi sur le CO₂ a également échoué parce que le PLR n'est pas parvenu à convaincre son électorat libéral de dire oui aux taxes incitatives et aux interventions de l'État. La présidente du PLR, Petra Gössi, qui avait joué un rôle clé dans l'inflexion

verte de son parti (voir «Revue» 5/2020), a annoncé sa démission le lendemain de la votation, en indiquant toutefois que son départ n'était pas lié au résultat du scrutin.

La ministre de l'environnement, Simonetta Sommaruga (PS), se retrouve elle aussi dans une situation désastreuse. «Le projet était probablement surchargé et offrait ainsi de nombreux angles d'attaques», déclarait-elle après la votation. La conseillère fédérale n'interprète pas le vote du peuple comme le rejet absolu d'une protection climatique accrue, mais elle a souligné qu'il serait à présent «très difficile» d'atteindre les objectifs de l'accord de Paris sur le climat. La Suisse s'est en effet engagée à réduire de moitié ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. «Sans mesures supplémentaires, cela ne sera

guère possible», a noté la ministre. À court terme, elle mise sur les instruments qui n'ont pas donné lieu à une controverse pendant la campagne, notamment l'exonération de la taxe sur le CO₂ des entreprises investissant dans des solutions en faveur du climat.

L'espoir de l'initiative pour les glaciers

Les perdants du scrutin placent à présent leurs espoirs dans l'initiative populaire pour les glaciers. Déposée en novembre 2019 déjà, celle-ci veut ancrer les objectifs de l'accord de Paris sur le climat dans la Constitution et interdire l'utilisation d'énergies fossiles comme le gaz naturel, le pétrole et le charbon. L'initiative est portée par des organisations écologistes et des représentants de tous les partis sauf l'UDC, qui a combattu la loi sur le CO₂.

Le Parlement se penchera sur cette initiative et sur un éventuel contre-projet ces prochains mois avant que le peuple puisse donner son avis. Le Conseil fédéral a par ailleurs annoncé un projet pour encourager les énergies indigènes renouvelables.

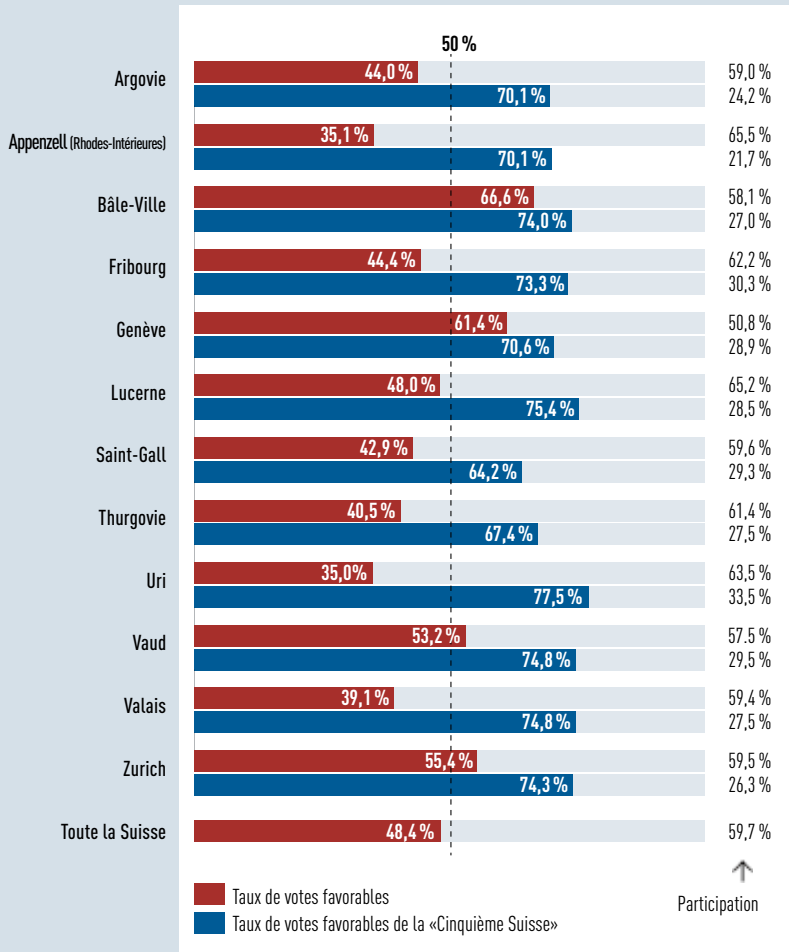
Les partis verts de gauche et le mouvement pour le climat ont les banques et les assurances dans le collimateur. En fin de compte, le secteur financier est l'un des grands responsables de la crise climatique du fait des investissements nuisibles à l'environnement. Une initiative populaire sera-t-elle lancée à ce sujet? On l'ignorait encore à la clôture de la rédaction. De leur côté, les Jeunes Verts recherchent des soutiens pour leur «initiative pour la responsabilité environnementale», qui vise à protéger les milieux natu-

Les manifestations de jeunes activistes du climat (comme ici à Berne) n'ont pas réussi à convaincre la majorité des votants, qui a rejeté la loi sur le CO₂ et, avec elle, ce qui était jusqu'ici l'élément majeur de la politique climatique suisse.

Photo Marc Lettau



La «Cinquième Suisse» clairement en faveur du climat



Contrairement aux Suisses de l'intérieur, ceux de l'étranger ont largement soutenu la loi sur le CO₂. Dans dix des douze cantons où leurs voix sont décomptées séparément, ils l'ont approuvée à plus de 70 % (cf. tableau). À Uri, où le projet n'a été soutenu que par 35,0 % des votants, la «Cinquième Suisse» a battu un record en glissant 77,5 % de bulletins favorables dans les urnes.

Lors des votations du 13 juin, la Confédération a réalisé un sondage sur l'envoi du matériel de vote auprès d'environ 1600 Suisses de l'étranger en Australie, au Brésil et en Thaïlande. Pour tester d'autres types d'envoi, la moitié des votants interrogés ont reçu leurs documents de vote via l'ambassade de leur pays de résidence et l'autre moitié par courrier postal ordinaire. À la clôture de la rédaction, les résultats de l'essai et du sondage n'étaient pas encore connus. (TP)

rels vitaux de la planète. En attendant que de tels instruments de démocratie directe prennent effet, on perd cependant un temps précieux.

À l'échelle planétaire, la Suisse faisait jusqu'ici partie des «bons élèves» de la protection du climat. Dans le classement climatique annuel «Cli-

mate Change Performance Index», elle avait gagné deux places à la fin de 2020 pour s'établir au 14^e rang. Avec l'échec de la loi sur le CO₂, les ambitions du pays dans la lutte contre le changement climatique ont été sérieusement mises à mal.

<https://gletscher-initiative.ch/fr>

Aperçu des autres résultats des votations du 13 juin:

Double non aux initiatives pour une eau potable et contre les pesticides

L'utilisation de produits phytosanitaires de synthèse dans l'agriculture ne sera pas interdite. Le peuple a clairement rejeté, avec environ 61 % des voix dans chaque cas, l'initiative pour une eau potable et celle contre les pesticides. Le rejet a été particulièrement fort dans les régions rurales. Les votants de la «Cinquième Suisse» ont accepté les deux initiatives.

Oui à la loi antiterroriste

La police se voit dotée de compétences accrues pour agir de manière préventive contre les personnes soupçonnées de terrorisme. Près de 57 % des votants ont accepté la loi sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme.

Oui à la loi Covid-19

Le peuple suisse se range derrière la politique de l'État en matière de coronavirus, puisque 60 % des votants ont accepté la loi Covid-19. En vigueur jusqu'à la fin de l'année, celle-ci régit notamment le soutien aux entreprises et aux indépendants touchés par la crise.



Le «mariage pour tous» a pour objectif, entre autres, que les enfants des familles arc-en-ciel soient mieux assurés.

Photo Keystone



Les familles arc-en-ciel font depuis longtemps partie de notre quotidien – elles espèrent à présent davantage de reconnaissance

En Suisse, on fait preuve de plus en plus de tolérance vis-à-vis des familles dites «arc-en-ciel». Un moment décisif pour elles approche: le 26 septembre, le peuple dira s'il est favorable ou non au mariage des personnes homosexuelles.

EVELINE RUTZ

En Suisse, les familles qui ne correspondent pas au modèle traditionnel s'affichent de manière plus ouverte qu'il y a encore dix ou vingt ans. Les couples de même sexe réalisent leur désir d'enfant. Les lesbiennes et les gays, qui se conformaient auparavant aux conventions, font leur coming out et vivent leurs préférences au grand jour. L'Église réformée accorde sa bénédiction à des couples de femmes et d'hommes. Même certains prêtres catholiques suivent cette voie, en opposition complète avec la position officielle de leur Église. «La société a considérablement évolué», relève Maria von Känel, directrice de l'association faitière Familles Arc-en-ciel et co-présidente du comité «Mariage civil pour toutes et tous». Grâce à l'acceptation croissante dont elles bénéficient, les familles arc-en-ciel ont gagné en visibilité. Leurs besoins sont aujourd'hui pris en compte même par des milieux conservateurs.

En ce qui concerne la reconnaissance juridique des différents modes de vie, la Suisse avance à petits pas. Le par-

tenariat enregistré y a été introduit en 2007, l'adoption des enfants du partenaire en 2018. Le Conseil fédéral et le Parlement veulent à présent aller plus loin avec le «mariage pour tous». À l'avenir, gays et lesbiennes auraient ainsi le droit de se marier. Ils bénéficieraient des mêmes droits que les couples hétérosexuels mariés concernant, entre autres, la naturalisation, l'héritage, la prévoyance vieillesse et les visites à l'hôpital. Ils pourraient inscrire «marié(e)» sur les formulaires de l'état civil.

Les couples de femmes mariés pourraient en outre bénéficier du don de sperme en Suisse. Leurs enfants auraient dès la naissance les mêmes droits que ceux des couples hétérosexuels. «Les familles comportant deux mères existent, elles font partie de notre société et sont égales aux autres», note la conseillère nationale vert-libérale Kathrin Bertschy, qui a demandé l'amendement de la loi en 2013. Le projet sur lequel la Suisse votera le 26 septembre semble un peu en retard sur les événements. 28 autres pays ont en effet déjà ou-

vert le mariage aux couples de même sexe, à commencer par les Pays-Bas en 2001.

Un long chemin au Parlement

En Suisse, le sujet a été mis pour la première fois sur la table politique il y a plus de 20 ans. Mais ce n'est qu'en 2020 que les deux Chambres du Parlement se sont déclarées clairement en faveur du «mariage pour tous». Ce «jalón important», «progrès incroyable» pour les partisans du projet, est notamment dû à la nouvelle composition du Parlement, où les forces socialement libérales ont fortement progressé aux élections de 2019.

La Suisse a de la peine avec les réformes sociétales, souligne Kathrin Bertschy: «Aussi bien faite que notre démocratie puisse paraître, puisqu'elle protège des décisions hâtives, elle peine à intégrer les changements sociétaux à temps dans la loi.»

Pour certains cercles conservateurs, la décision du Parlement va trop loin. Ils ont réuni plus de 60 000 signatures afin que le peuple ait le dernier mot. Leurs arguments font parfois appel à la religion: la Bible, d'après eux, n'envisage le mariage que pour le couple hétérosexuel. Celui-ci constitue l'union naturelle, celle dont naissent les enfants. L'élément qui gêne le plus ces opposants au projet est l'accès au don de sperme. Les enfants nés de cette manière sont délibérément privés de père, critiquent-ils. Le bien de l'enfant en souffre. De plus, il est selon eux à craindre que d'autres revendications soient formulées demain, comme le don d'ovocytes ou la gestation pour autrui. «Cela va simplement beaucoup trop loin», déclare la présidente du PEV, Marianne Streiff.

Le comité du «oui» défend des vues opposées. Il ne s'agit pas ici de la «tactique du salami», disent-ils. L'objectif est l'égalité des droits, garantie à chacun par la Constitution, indépendamment de son mode de vie. Les partisans du projet soulignent que les enfants peuvent connaître l'identité du donneur de sperme dès qu'ils atteignent l'âge de 18 ans. Le don d'ovocytes et la gestation pour autrui ne font pas partie du projet: ils restent interdits en Suisse.

«Un idéal qui n'existe plus»

Les nouvelles formes familiales font depuis longtemps partie du quotidien, relève Yv E. Nay, de la Haute école spécialisée de Zurich (ZHAW). Toutes les études montrent que ce n'est pas l'orientation sexuelle des parents, mais la qualité de la relation et l'atmosphère régnant au sein de la famille qui sont décisives pour le bien-être des enfants. Yv E. Nay souligne que dans le débat politique sur les droits des personnes LGBTQ, on a recours à des images traditionnelles qui ressemblent peu à la réalité des familles arc-en-ciel. «On se réfère encore et toujours à un idéal qui n'existe plus, ou qui n'a pas existé longtemps.»



Yv E. Nay relève qu'en matière d'image de la famille, «on se réfère encore et toujours à un idéal qui n'existe plus.»

Photo Keystone



Kathrin Bertschy: «Les familles comportant deux mères existent, elles font partie de notre société.»

Photo Keystone



Maria von Känel: «La société a considérablement évolué. La majorité de la population suisse souhaite l'égalité.»

Photo Keystone



Marianne Streiff craint que la gestation pour autrui ou le don d'ovocytes soient revendiqués: «Cela va simplement beaucoup trop loin.»

Photo Keystone

L'«initiative 99%»

Les revenus du capital doivent-ils être davantage imposés? C'est la question que soulève l'«initiative 99%», lancée par les Jeunes socialistes et sur laquelle le peuple devra également se prononcer le 26 septembre. Officiellement nommée «Alléger les impôts sur les salaires, imposer équitablement le capital», cette initiative prévoit que les revenus du capital – comme les intérêts, les recettes locatives ou les dividendes – soient imposés une fois et demie de plus que ceux du travail. Le législateur fixerait toutefois un montant exonéré de l'impôt chaque année: les initiants pensent à une somme de 100 000 francs. Les recettes fiscales supplémentaires seraient utilisées pour alléger les charges des personnes à faible revenu; certaines prestations sociales, comme le secteur de la formation et de la santé, en profiteraient aussi. (ERU)

Avec le «mariage pour tous», les couples lesbiens fondant une famille se verraient octroyer dès la naissance de leur enfant des droits de parents. Aujourd'hui, seule la mère biologique est reconnue comme telle. Si sa partenaire peut demander l'adoption de ses enfants, elle ne peut le faire au plus tôt qu'un an après la naissance. Dans les faits, la procédure prend souvent plusieurs années. «Pendant ce temps, les enfants concernés sont insuffisamment assurés», note Maria von Känel. Le nouveau projet de loi garantit l'égalité des droits et supprime une grande partie de la souffrance des personnes concernées. Il confère aux homosexuels de nombreux autres droits fondamentaux qui ne sont pas couverts par le partenariat enregistré: «C'est la raison pour laquelle le mariage pour tous est indispensable.»

Une acceptation croissante

Le projet de «mariage pour tous» a de bonnes chances d'obtenir un «oui» clair dans les urnes. L'enquête sur les familles et les générations publiée par la Confédération en 2018 prouve que les différentes constellations familiales sont de mieux en mieux acceptées par la société: 58% des femmes et 43% des hommes pensent qu'un enfant élevé par un couple homosexuel peut être heureux. Plus de la moitié des personnes interrogées (65% des femmes et 53% des hommes) sont d'avis que les couples homosexuels devraient avoir les mêmes droits que les hétérosexuels. Un sondage mené par l'institut de recherche GFS sur mandat de l'organisation gay Pink Cross révèle également une large tolérance. 63% des participants au sondage se sont déclarés «favorables» au mariage pour tous, et 18% «plutôt favorables». «La majorité de la population suisse souhaite l'égalité»: Maria von Känel en est convaincue.

L'abréviation LGBTQ utilisée dans ce texte désigne les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et queer, c'est-à-dire se revendiquant d'un genre non binaire.

La pandémie devrait rapporter aux soignants plus que des bravos

Salués comme des héros pendant la pandémie, les infirmières et infirmiers suisses sont, depuis quelque temps déjà, à bout de souffle. Le Parlement prévoit des améliorations qui ne les satisfont pas. Le peuple devra se prononcer sur une initiative à ce sujet.

SUSANNE WENGER

La Suisse à la fin du printemps 2021: le nombre de cas reculait, les terrasses des restaurants et les centres de fitness rouvraient, la vaccination avançait. La plupart des gens ne voulaient plus entendre parler du Covid-19. Dans les hôpitaux, cependant, on faisait toujours face à l'autre réalité: le personnel de santé se battait pour sauver des vies. Durant cette troisième vague, les lits des soins intensifs étaient surtout occupés par des jeunes. «Les infirmiers ont à nouveau dû puiser dans leurs ressources», observe Yvonne Ribl, directrice de l'Association suisse des infirmiers et infirmières (ASI).

Pendant près de 18 mois, le personnel soignant «a tout donné, tant dans les hôpitaux que dans les EMS», relate Yvonne Ribl. Aujourd'hui, il est épuisé «physiquement, psychiquement et émotionnellement». Les immenses efforts du personnel de santé ont été accueillis avec reconnaissance par la population. Aux quatre coins du pays, les gens se sont mis à l'applaudir aux balcons un soir de mars 2020. Ce large soutien a également permis aux revendications du personnel soignant de gagner en visibilité. Car le plus grand groupe professionnel du système de santé suisse dénonce depuis des années déjà des conditions de travail problématiques.

Accablés par la pression

L'un des points qui fâche les infirmières et infirmiers est le fait que leur salaire mensuel moyen stagne depuis des années. Mais ce qu'ils dénoncent avant tout, c'est la pression à laquelle ils sont soumis au quotidien. Ils manquent de temps pour soigner correctement les patients des hôpitaux et les résidents des homes. Tous les groupes professionnels défendent leurs intérêts, c'est bien clair. Les coûts de la santé en Suisse augmentent, la pression économique sur les institutions aussi. Et les soins, où le facteur humain est déterminant, sont un secteur sensible dans l'économie de marché. En comparaison européenne, il est vrai que le secteur suisse des soins ne s'en sort pas si mal, par exemple en ce

qui concerne le nombre d'infirmiers par milliers d'habitants. Mais la grogne n'est pas sans fondement.

Il y a pénurie de personnel infirmier en Suisse. Des milliers de postes ne trouvent pas preneur, les équipes doivent compenser. Avec le vieillissement de la population et la hausse des maladies chroniques, la situation pourrait encore s'aggraver. Si l'on n'agit pas, il manquera 65 000 soignants de tous les degrés de formation en Suisse d'ici 2030, indique une expertise. Et ce, notamment parce que le pays ne forme actuellement qu'environ la moitié du personnel dont il aura besoin à l'avenir. On recrute beaucoup à l'étranger, car le personnel fait défaut en Suisse.

Nombreux abandons

Les infirmières et infirmiers estiment que leur métier a du sens. Mais les exigences et le travail par équipes amenuisent leurs forces. D'après l'Observatoire de la santé, plus de 40 % des membres du personnel soignant abandonnent le métier en Suisse, beaucoup dès le début de leur carrière. Le taux d'abandon dans les soins est plus haut que dans les autres métiers du secteur de la santé. L'initiative «pour des soins infirmiers forts», déposée en 2017, vise à redresser la barre. Lancée par l'ASI, qui a atteint avec elle la plus grande mobilisation de son histoire, elle requiert une campagne de formation, l'assurance de la qualité des soins par une augmentation du personnel, des conditions de travail équitables et une revalorisation du métier d'infirmier.

Pour le Conseil fédéral et le Parlement, l'initiative va trop loin. Ils refusent d'accorder un traitement particulier à un groupe professionnel dans la Constitution. Les conditions de travail sont, d'après eux, l'affaire des cantons et des partenaires sociaux. Sous le coup de la pandémie, le Parlement a toutefois fait des concessions dans un contre-projet indirect. Ainsi, la Confédération et les cantons injecteraient près d'un million de francs pour former davantage d'infirmiers diplômés en Suisse. Et ceux-ci pourraient désormais facturer des prestations directement aux caisses-maladie.

Plus de compétences pour les soignants

Un anachronisme législatif disparaîtrait: si les infirmières et infirmiers peuvent, en Suisse, obtenir un Master et endosser des responsabilités dans leur métier, leurs prestations doivent toujours être prescrites par un médecin pour être remboursées par l'assurance. Mais il est prévu qu'ils se voient désormais dotés de compétences accrues. La majo-

rité des deux Chambres du Parlement est unanime: la politique doit agir pour corriger la pénurie de personnel qualifié. Certains indicateurs laissent à penser que le taux d'abandon du métier augmentera encore après la pandémie, a relevé la conseillère aux États PS tessinoise et médecin Marina Carobbio: «Les charges colossales qui pèsent sur leurs épaules ont un immense impact sur la santé des infirmiers.»

Les auteurs de l'initiative sur les soins infirmiers ont beaucoup obtenu avec le contre-projet. Toutefois, ils ont décidé avant l'été de maintenir leur initiative. Celle-ci fera l'objet d'une votation populaire, au plus tôt en novembre. Les initiants insistent sur les points qui n'ont pas été pris en compte par le Parlement, notamment l'amélioration sensible des conditions de travail. D'après eux, des directives contraignantes doivent fixer le nombre maximum de patients qu'un infirmier peut prendre en charge par service.

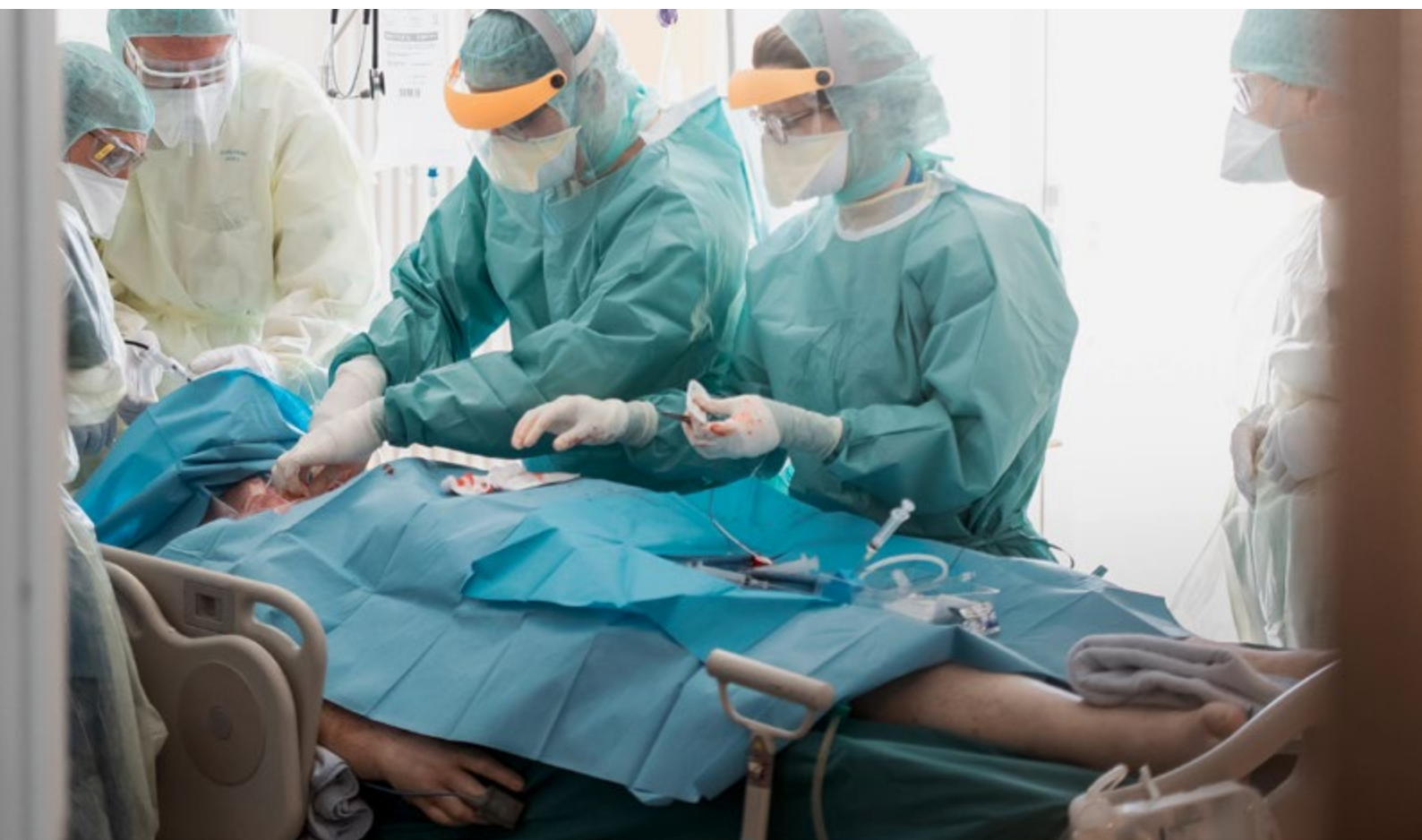
Les initiants risquent le tout pour le tout

Yvonne Ribl pose la question: «À quoi sert une campagne de formation si autant de personnes quittent le métier?»

La Confédération doit agir, car cela concerne aussi les mécanismes de financement du système de santé, où les soins ne sont d'après elle pas assez rémunérés. Les institutions de santé sont d'accord sur ce point, mais elles soutiennent le contre-projet indirect. Si le peuple et les cantons acceptent l'initiative, le processus parlementaire recommencera et les mesures urgentes de lutte contre la pénurie de personnel qualifié prendront des années de retard, écrivent les associations des hôpitaux, des EMS et d'Aide et soins à domicile dans un communiqué commun.

Si l'initiative est rejetée, le contre-projet entrera en vigueur. Il est soutenu par le président des directrices et directeurs cantonaux de la santé et membre du Grand Conseil bâlois PDC Lukas Engelberger, qui souligne que les ratios de personnel dans les entreprises ne peuvent pas être imposés d'en haut, sous peine de voir les coûts s'envoler. Ce qui est certain, c'est que le personnel infirmier suisse compte à présent sur le soutien de la population. La crise du siècle liée au coronavirus aidant, il y a des chances qu'il soit entendu.

Des infirmières et infirmiers de l'hôpital cantonal tessinois La Carita soignent un patient atteint du Covid-19. Après des mois de stress constant, les soignants sont épuisés physiquement, psychologiquement et émotionnellement. Photo Keystone

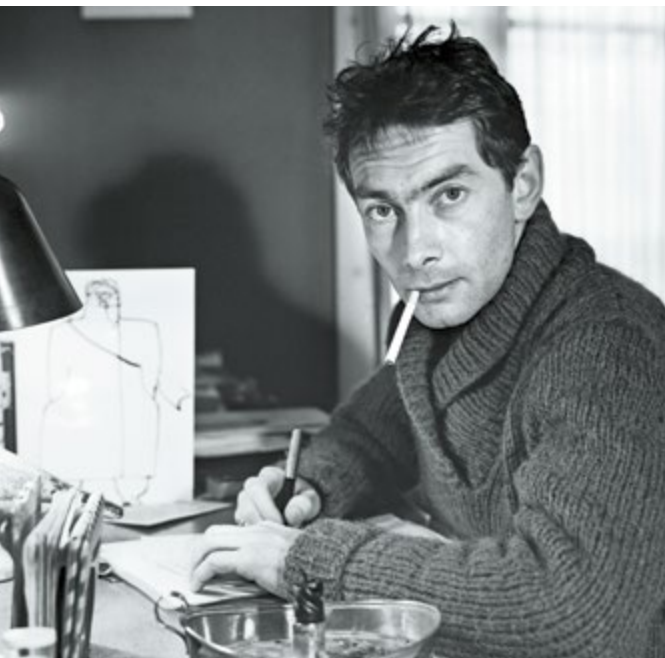


En Topolino au Japon et en Afghanistan

C'est au cours d'un voyage au volant d'une vieille voiture que Nicolas Bouvier a développé, entre 1953 et 1957, son nouvel «usage du monde», toujours aussi fascinant aujourd'hui.

CHARLES LINSMAYER

Deux Suisses peuvent être associés à cette poésie de la mécanique qu'incarne la Topolino, petite voiture fabriquée par Fiat entre 1936 et 1955. Il s'agit, d'une part, de Gottlieb Duttweiler (1888-1962), le fondateur de Migros, qui parvenait à caser avec une inexplicable agilité sa silhouette massive dans le minuscule véhicule aujourd'hui exposé



au Musée des transports à Lucerne, et d'autre part de Nicolas Bouvier, né le 6 mars 1929 au Grand-Lancy, près de Genève, et décédé le 17 février 1998 dans la cité de Calvin. C'est en effet au volant de sa Topolino qu'il part pour l'Asie à l'été 1953 avec un ami, le peintre Thierry Vernet, dans le but de découvrir le monde avec un état d'esprit tout à fait nouveau, curieux et ouvert, prêt à toutes les aventures, mais aussi empreint de philosophie et de souci de l'environnement.

Une invitation à l'allègement

Ne rien faire est l'activité préférée des deux jeunes hommes. Ils ont deux ans devant eux et de l'argent pour quatre mois, et ils projettent de se rendre en Turquie, en Iran, en Inde et au Japon pour y arpenter des déserts, des cols, des villes, des marchés et la nature dans toute sa sau-

vagerie. Nicolas Bouvier a déjà voyagé en Laponie, en Afrique du Nord et dans les Balkans. À présent, cependant, il s'avance vers l'inconnu, avec un nouveau regard et une attention portée aux gens et aux choses qui n'appartiennent qu'à lui.

Une nouvelle approche du récit de voyage

La première partie du périple, de Belgrade à Kaboul, Nicolas Bouvier la décrira dans son livre «L'Usage du monde» en 1963. Les deux amis ont financé leur voyage avec la vente des toiles de Thierry Vernet et les articles que Nicolas Bouvier a écrits pour des journaux. C'est la première fois, dans cet ouvrage, qu'émerge l'inimitable manière d'aborder le récit de voyage de l'écrivain. Unique par le ton, le choix des mots, le rythme, il pénètre véritablement au cœur des choses, des lieux, des personnes qu'il décrit, toujours soucieux de faire preuve d'humanisme dans un monde inhumain en soi. Son récit reflète non seulement les pays étrangers qu'il visite, mais aussi le monde intérieur de l'observateur, qui se caractérise par ses qualités d'âme subtiles et ses vastes connaissances.

Après un an et demi, les deux amis se séparent et Nicolas Bouvier traverse l'Inde seul pour gagner la Chine puis Ceylan, l'actuel Sri Lanka, où il séjourne pendant neuf mois. Dans «Le Poisson-scorpion», en 1982, il décrira comment il s'est trouvé affaibli par le climat humide et chaud du pays, mais aussi comment ses sens se sont affûtés pour percevoir les aspects fascinants et effrayants de l'île, dont il tente de saisir le monde des ombres et des insectes. Il quitte Ceylan en octobre 1955 et s'embarque sur un vapeur français pour le Japon, où il reste un an et récolte la matière qu'il restituera en 1970 dans sa «Chronique japonaise».



«On ne voyage pas pour se garnir d'exotisme et d'anecdotes comme un sapin de Noël, mais pour que la route vous plume, vous rince, vous essore, vous rende comme ces serviettes élimées par les lessives qu'on vous tend avec un éclat de savon dans les bordels.»

(Nicolas Bouvier, «Le Poisson-scorpion», Éditions Gallimard, Paris 1996)



L'abîme

De retour en Europe et marié depuis 1958 à la fille d'un conseiller fédéral, Eliane Petitpierre, bientôt père de deux enfants, il met plusieurs années pour transcrire en littérature les fruits de ce voyage de quatre ans. C'est alors que l'écrivain, soucieux du choix de chaque mot et avide de précision, connaît une crise existentielle qu'il racontera en 1982 dans son unique recueil de poésie, «Le Dehors et le Dedans», et qui le plonge dans le désespoir et l'alcoolisme. Il parvient toutefois à surmonter cet abîme en rappelant à sa mémoire les moments passés vécus loin de son pays, et devient alors, par son approche si particulière des univers lointains, un interprète de l'existence sur lequel beaucoup s'appuieront et une source d'inspiration inimitable pour quiconque aime voyager.

«Comme s'il fallait mourir demain»

À partir de 1963, livre après livre, il égrènera les souvenirs de son grand voyage réalisé entre 1953 et 1957, mais livrera aussi des récits de ses séjours ultérieurs au Japon, en Corée et en Chine, sans oublier l'impressionnante description de son voyage sur les îles irlandaises d'Aran. Nicolas Bouvier, qui invitait à goûter la douceur de la vie «comme s'il fallait mourir demain», n'a pas cessé, même après sa mort en 1998, d'inciter les lecteurs à partir à la découverte du monde avec un regard ouvert et curieux et à aborder l'inconnu avec bienveillance et respect. Traduits dans une multitude de langues, ses livres – surtout à l'époque du tourisme de masse – n'ont rien perdu de leur magie.

Les livres de Nicolas Bouvier sont disponibles dans de nombreuses éditions en français, en allemand et en anglais.

CHARLES LINSMAYER EST SPÉCIALISTE EN LITTÉRATURE ET JOURNALISTE
À ZÜRICH

La Suisse en chiffres

La vache l'emporte, la marmotte échoue

10 000

La Suisse n'a pas d'animal national officiel. Le comique Claudio Zuccolini a donc organisé une consultation en ligne: les candidats au rang d'animal national étaient la vache, le bouquetin, l'ours et le lion. Mais soudain, la marmotte, qui n'était pas nominée, s'est retrouvée en tête des votes avec 10 000 voix d'avance! Des hackers avaient soi-disant manipulé l'élection. Le-voting est une affaire sensible... À la fin, c'est la vache qui l'a emporté avec 52 % des voix, et sa victoire a été annoncée par un commerçant grison de viande de bœuf. Où est la manipulation?

330

Auront-ils lieu? Le sort des Jeux olympiques de Tokyo 2021 n'était pas encore scellé au bouclage de ce numéro. Les statistiques disent tout de même que les athlètes suisses ont remporté, à ce jour, 330 médailles olympiques. Il n'y a qu'en 1908, 1912 et 1964 qu'ils sont repartis bredouilles.

37 710 400 000

Le bénéfice de la Banque nationale suisse a atteint 37,7 milliards de francs au premier trimestre 2021. La BNS l'a visiblement annoncé à contrecœur, car la somme suscite des convoitises. Oui, elle suffirait pour payer le salaire du footballeur Lionel Messi pendant 248 ans. Ou pour verser 4351 francs à tous les habitants de Suisse.

10

L'obligation de télétravail découlant de la pandémie est assouplie. D'après les enquêtes, seuls 10 % des sondés préféreraient continuer de travailler exclusivement à la maison. Mais la majorité espèrent davantage de flexibilité à long terme pour travailler tantôt à la maison, tantôt au bureau.

2

Les voyageurs ont noté que de nombreuses familles suisses, cette année, ont réservé deux fois leurs vacances d'été, une fois à la mer et une fois à la montagne. L'avalanche d'annulations actuelle était donc prévue de longue date

«On remet en cause le sentiment fondamental du lien avec l'Europe»

Il s'engage avec ardeur pour préserver le souvenir de l'Holocauste. Et il voudrait que la «Cinquième Suisse» ait davantage de poids politique. Remo Gysin, président sortant de l'OSE, jette un regard sur le passé et ouvre des perspectives pour l'avenir.

INTERVIEW: MARC LETTAU

Remo Gysin, vous êtes né peu avant la fin de la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, vous vous battez pour la création d'un mémorial suisse de l'Holocauste. Ce projet est-il votre legs à la société?

Ce sujet m'a préoccupé toute ma vie. La guerre, ses conséquences et les atrocités de l'Holocauste constituaient un thème récurrent à l'école et dans ma famille, un thème très lourd. Je ne peux toujours pas comprendre ce qu'il s'est passé à l'époque.

Mais qu'est-ce qui vous a amené, des décennies après la fin de la guerre, à réveiller le débat sur la culture du souvenir de l'Holocauste avec cette idée de mémorial?

L'impulsion première est venue de la revue «Beobachter», qui a posé un regard neuf sur le sujet en 2017, en mettant l'accent sur les citoyens suisses qui ont été victimes des horreurs de l'époque. Sur les combattant suisses dans la résistance française. Sur les Suisses de l'étranger de confession juive. Et sur d'autres victimes comme les femmes qui, en se mariant, ont perdu leur nationalité suisse, et en même temps la protection de la Suisse. J'ai trouvé cet article bouleversant.

Aujourd'hui, on ne perd plus sa nationalité suisse en se mariant. Les Suisses de l'étranger sont généralement mieux protégés et considérés qu'autrefois. Les temps paraissent avoir changé.

Tout n'est pas parfait, loin de là. On voit par exemple l'antisémitisme reprendre de la vigueur. Et quand les tensions



Remo Gysin lors de la présentation du projet de mémorial de l'Holocauste à Berne.

Photo Keystone

montent, comme celles que nous observons en ce moment entre Israël et la Palestine, les Suisses de l'étranger sont à nouveau menacés. Mais à d'autres égards aussi, certaines personnes ont besoin de protection dans la «Cinquième Suisse», par exemple lors de catastrophes naturelles, ou les personnes frappées par la pauvreté.

Le mémorial suisse de l'Holocauste est à présent en bonne voie. Cela relègue-t-il dans l'ombre les autres moments forts que vous avez vécus à l'OSE?

Les 20 ans que j'ai passés à l'OSE ont été riches en moments forts. Je pense en particulier à toutes les rencontres que j'ai faites avec des Suisses de l'étranger. De plus, j'ai eu la chance de commencer mon mandat de président au moment où l'on fêtait le centenaire de l'OSE.

Une entrée en matière éblouissante ...

... suivie d'étapes éblouissantes, comme la Fête des Vignerons en 2019 à Vevey, avec sa journée consacrée aux Suisses de l'étranger. Dans un tout autre genre, même la pandémie de coronavirus a été quelque chose de particulier: j'ai été impressionné par la rapidité avec laquelle nous avons réussi à adopter de nouvelles formes de communication.

Le passé se mesure à l'aune des moments forts. Pour l'avenir, en revanche, ce sont les défis à relever qui sont déterminants. Je pense ici à l'abandon de l'accord-cadre.

La rupture des négociations par la Suisse soulève de nombreuses questions sur l'avenir de la mobilité internationale, la liberté d'établissement, la libre circulation des personnes, l'assurance-maladie et les assurances so-

«En ce qui concerne l'accord-cadre, le Conseil fédéral a tranché tout seul. Cette manière de faire affecte le cœur de notre démocratie.»

ciales. Nous entrons dans une ère de grande incertitude.

Cet entretien se déroule à Bâle et, pour l'instant, aucun changement n'est à noter. Ce qu'on remarque, c'est qu'une ville comme Bâle ne fonctionnerait pas sans tous les frontaliers qui font tourner notre système de santé et presque toutes les branches de l'économie. On remet à présent en cause le sentiment fondamental du lien avec l'Europe. La rupture des négociations crée un grand flou. Elle pose problème, notamment parce qu'on n'a pas tenu compte de la situation des plus de 400 000 Suisses qui vivent au sein de l'UE.

Vous êtes fidèle à vous-même: lorsque vous étiez conseiller national déjà, vous critiquez la politique européenne du Conseil fédéral.

La politique étrangère de la Suisse s'est toujours située dans un champ de tensions: que voulons-nous? Et qui décide? La participation du Parlement est ancrée dans la Constitution. Cela signifie aussi que le peuple a le dernier mot et peut, le cas échéant, se saisir du référendum. Là, le Conseil fédéral a tranché tout seul. Cette manière de faire affecte le cœur de notre démocratie.

Est-ce que cela vous redonne envie de vous battre pour une adhésion à l'UE?

Je crois du moins que la décision du Conseil fédéral de rompre les négociations a remis l'adhésion à l'UE sur le devant de la scène.

Il serait intéressant que les Suisses de l'étranger puissent donner leur avis sur des questions aussi importantes. Certains af-

firmement toutefois que le Parlement de la «Cinquième Suisse», le Conseil des Suisses de l'étranger (CSE), n'a aucun poids véritable.

Aujourd'hui, l'OSE possède de bonnes connexions politiques. Notre influence s'est accrue. Nous entretenons des contacts étroits avec les parlementaires et les autorités. Le CSE représente lui aussi mieux qu'avant la «Cinquième Suisse». Hélas, je dois reconnaître que nous sommes encore loin du but. Si le poids politique du CSE s'accroît, sa représentativité doit s'améliorer. Nous devons donc faire en sorte qu'à l'avenir, tous les Suisses de l'étranger adultes puissent participer aux élections du CSE. Telle est ma vision de la démocratie.

Un système de vote électronique sera utilisé pour la première fois à large échelle lors des élections du CSE de 2025. Cette avancée sera-t-elle déterminante?

Le vote électronique facilite tout, tant pour les élections et votations fédérales que cantonales. Cependant, il est très important aussi que nous nous dotions de notre propre système d'e-voting pour les élections du CSE. Et, surtout, il faut que les Suisses de l'étranger s'impliquent davantage. On l'a vu dans des pays comme l'Australie, le Mexique ou la Grande-Bretagne, où les communautés locales ont tout fait pour qu'un aussi grand nombre de citoyens suisses que possible

puissent voter sur place. C'est exemplaire.

Quels sont les sujets brûlants que vous laissez à votre successeur?

Ils sont bien connus: bon nombre de Suisses de l'étranger ne peuvent pas exercer les droits politiques que la Suisse leur garantit, la politique bancaire pose problème, et la pression politique intérieure sur les Suisses de l'étranger ne faiblit pas.

En clair, certains parlementaires réclament une restriction des droits civils des Suisses de l'étranger.

Exactement. Mais si l'on souhaite renégocier leurs droits civils, je propose autre chose: pourquoi ne pas créer une circonscription électorale à part pour la «Cinquième Suisse»? Elle serait ainsi mieux représentée et beaucoup plus visible. Il faut surtout tenir compte du fait que la mobilité a changé: les séjours à l'étranger ont tendance à se raccourcir. On observe un va-et-vient. C'est un argument fort contre la restriction des droits de participation politique des Suisses vivant à l'étranger. Nos compatriotes de l'étranger qui s'intéressent à la politique contribuent après tout de manière décisive à l'image d'une Suisse tolérante, connectée, parée pour l'avenir et ouverte sur le monde.

Que serait la Suisse sans la «Cinquième Suisse»?

Elle ne serait plus qu'une part d'elle-même!

Né en 1945, Remo Gysin fait de la politique au sein du PS depuis de nombreuses années. Il fait partie du Comité de l'OSE depuis 2001, et le préside depuis 2015. Son mandat s'achèvera à la fin du mois d'août 2021.

Les moniteurs doivent faire preuve de bon sens, de cœur et d'initiative

Des jeunes encadrent des jeunes: c'est le cas dans la plupart des camps de vacances pour enfants et adolescents en Suisse. Ceux-ci reçoivent une formation ciblée pour se préparer.

MIREILLE GUGGENBÜHLER

Entre juillet et août, des centaines de feux de camp sont allumés partout en Suisse. Car l'été est aussi la saison des camps de vacances. De nombreuses organisations de jeunesse proposent des camps axés sur le camping, le vélo ou la randonnée, ou louent un hébergement collectif. Le Service des jeunes de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) propose lui aussi depuis plusieurs années des camps de vacances aux adolescents et jeunes adultes de la «Cinquième Suisse» à partir de l'âge de 15 ans. Son but est de leur offrir des vacances inoubliables dans leur deuxième pays et de renforcer leurs liens avec la Suisse.

La Fondation pour les enfants suisses à l'étranger (FESE) organise quant à elle chaque année neuf camps pour les enfants âgés de 8 à 14 ans. Le but est de permettre aux enfants suisses de l'étranger de découvrir la Suisse pour la première fois ou de mieux la connaître. Dans ces camps, les enfants visitent des sites emblématiques, partent à la découverte de lacs, de montagnes, de cours d'eau et de paysages typiques et effectuent de courtes randonnées. Des jeux, du sport, du bricolage et du dessin sont également au programme.

Près de 400 enfants et adolescents ont l'occasion de venir chaque année en Suisse grâce au Service des jeunes de l'OSE et à la FESE.

Les camps de vacances promeuvent également le sport

Les offres de vacances pour les jeunes issus de la «Cinquième Suisse» s'insèrent ainsi dans toute une palette de camps de vacances en Suisse, qui font aussi partie du programme d'encouragement du sport de la Confédération, Jeunesse+Sport (J+S). J+S est le plus grand programme de promotion de l'activité physique de la Suisse. Chaque année, 80 000 cours ou camps de sport accueillent près de 637 000 enfants et adolescents. La Confédération et les cantons forment les futurs moniteurs J+S à différents types de sport et à l'encadrement des camps.

Les moniteurs des organisations de jeunesse, comme le Mouvement scout de Suisse, suivent le cours de moniteur dans la catégorie «sport de camp/trekking». Les moniteurs de la FESE et du Service des



jeunes de l'OSE font souvent déjà partie d'organisations de jeunesse et ont donc fréquemment déjà effectué cette formation. Parallèlement, la FESE propose chaque année, en collaboration avec le Service des jeunes, un cours de formation de moniteur J+S pour les personnes qui n'en ont encore jamais suivi.

Les futurs moniteurs de camps passent par plusieurs étapes de formation et prennent ainsi toujours plus de responsabilités. Dans les cours qui leur sont destinés, ils apprennent à planifier et à organiser des activités, mais aussi comment se comporter avec les enfants et les adolescents, comment les encadrer et leur faire vivre des expériences durables. Les moniteurs sont aussi et surtout formés à l'organisation d'activités en plein air et sensibilisés aux précautions de sécurité applicables dans ce contexte.

«Pendant leur formation, on leur apprend comment minimiser les risques et comment réagir si quelque chose se produit en dépit de la meilleure préparation possible», indique Marco Gyger, responsable de la formation «sport de camp/trekking» à l'Office fédéral du sport.

Un type de sport particulier

Marco Gyger décrit la catégorie «sport de camp/trekking» comme une activité particulière dont il est fier: «Dans ce type de sport, ce n'est pas tant la performance qui compte qu'une multitude de facteurs faisant partie d'une approche globale». Les moniteurs doivent faire preuve de bon sens, de cœur et d'initiative.

La relève ne manque pas dans la catégorie «sport de camp/trekking»: la FESE et le Service des jeunes de l'OSE trouvent chaque année suffisamment de moniteurs grâce au bouche-à-oreille. Bon nombre d'entre eux sont déjà moniteurs dans des organisations de jeunesse et ont donc déjà suivi la formation ad hoc. Les moniteurs doivent avoir entre 18 et 30 ans et se soumettre à une procédure de candidature. Trois quarts des hommes moniteurs sont des civilistes. Un grand nombre de moniteurs font des études à la Haute école pédagogique et se destinent à l'enseignement.

Organisation des Suisses de l'étranger

Alpenstrasse 26
CH-3006 Berne
Tél. +41 31 356 61 00
Fax +41 31 356 61 01
info@swisscommunity.org

www.revue.ch
www.swisscommunity.org



Nos partenaires:

educationsuisse
Tél. +41 31 356 61 04
Fax +41 31 356 61 01
info@educationsuisse.ch
www.educationsuisse.ch



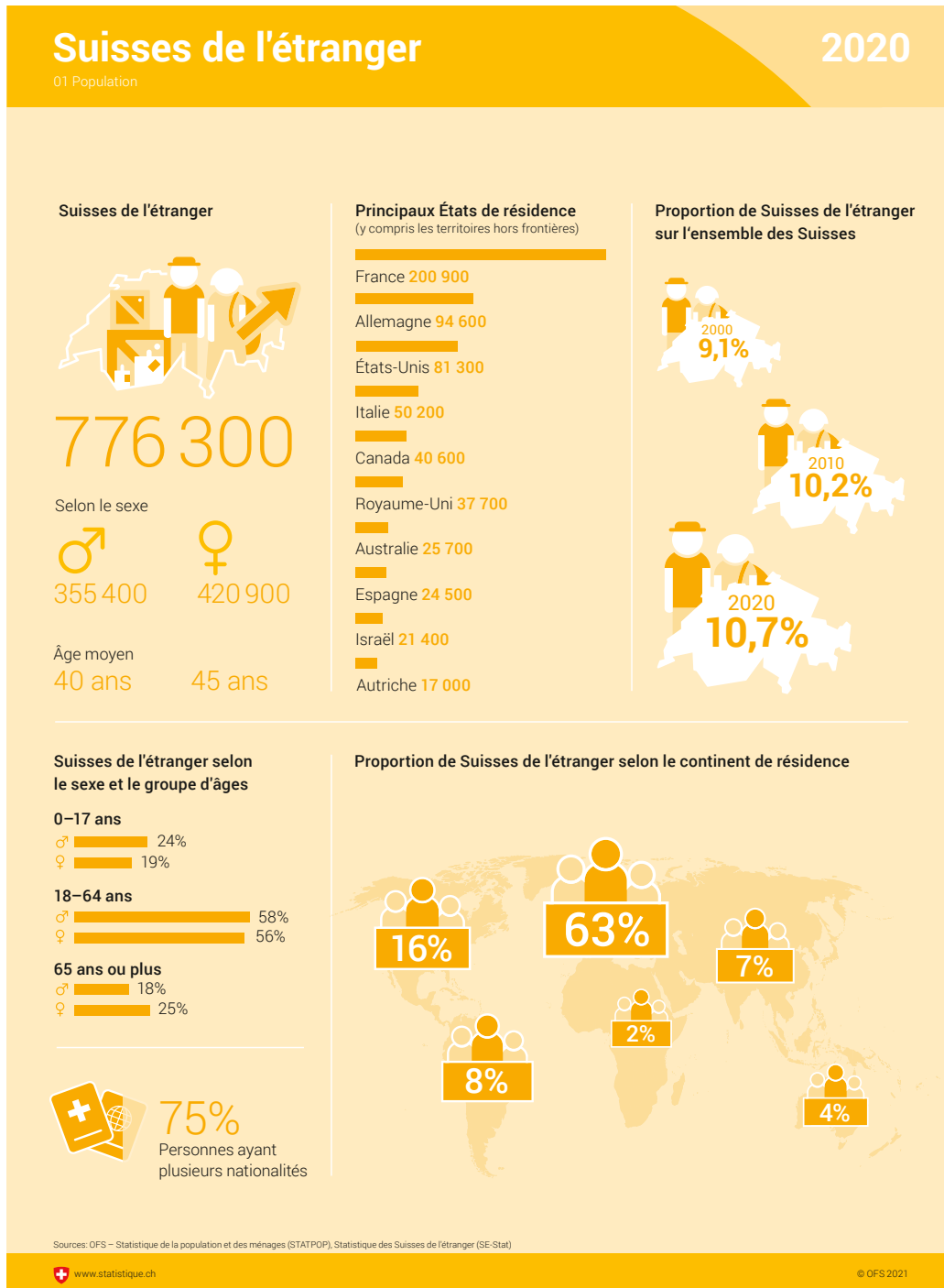
Fondation pour les enfants suisses à l'étranger
Tél. +41 31 356 61 16
Fax +41 31 356 61 01
info@sjas.ch
www.sjas.ch



Stiftung für junge Auslandschweizer
Fondazione per i giovani svizzeri all'estero
Fundazion per giuven svizzers a l'ester

Un cinquième des Suisses de l'étranger ont moins de 18 ans

À la fin de 2020, 776 300 Suisses vivaient à l'étranger. La population de la «Cinquième Suisse» est donc actuellement aussi importante que celle du canton de Vaud. L'accent mis sur la jeunesse dans ce numéro de la «Revue» se retrouve également dans les dernières statistiques sur les Suisses de l'étranger, puisque celles-ci révèlent que 21 % d'entre eux ont moins de 18 ans.



Le nombre de Suisses vivant à l'étranger et inscrits auprès d'une représentation suisse a augmenté de 0,7 % en 2020 pour s'établir à 776 300 personnes. D'après le relevé publié par l'Office fédéral de la statistique, 163 800 d'entre eux ont moins de 18 ans, un chiffre légèrement plus élevé qu'en 2019. Les enfants et les adolescents représentent ainsi un bon cinquième de la «Cinquième Suisse».

Lorsqu'on se penche sur la génération des jeunes Suisses de l'étranger, on note que l'évolution de leur population n'est pas la même selon les continents. Leur nombre a augmenté en Europe (+1,3 %) mais a diminué en Afrique (-5,6 %), en Amérique (-2,1 %), en Asie (-1,5 %) et en Océanie (-1,2 %).

En chiffres absolus, c'est en France que vivaient le plus grand nombre de jeunes citoyens suisses à la fin de 2020 (42 500). Viennent ensuite l'Allemagne (21 000), les États-Unis (14 300), Israël (9 900), l'Italie (9 400) et la Grande-Bretagne (8 800). L'image change si l'on compare la proportion de jeunes avec la population suisse globale d'un pays. Ainsi, Israël est le pays dont la communauté suisse est la plus jeune, puisque 46 % des citoyens suisses y ont moins de 18 ans. La Grande-Bretagne, le Chili et la Turquie viennent ensuite, avec une proportion de jeunes allant de 24 à 28 %.

Plus de quatre cinquièmes des 163 800 jeunes Suisses de l'étranger possèdent une ou plusieurs autres nationalités. Leur proportion est particulièrement importante dans certains pays, comme en Turquie, en Italie ou au Chili. Dans ces pays, entre 94 et 97 % des jeunes Suisses ont une ou plusieurs nationalités.

Informations complémentaires: [revue.link/statistik](https://www.revue.link/statistik)

HELPLINE DFAE

☎ en Suisse +41 800 24 7 365
 ☎ à l'étranger +41 58 465 33 33
 E-Mail: helpline@eda.admin.ch
 Skype: helpline-eda

Conseils aux voyageurs

www.eda.admin.ch/voyages
 ☎ en Suisse +41 800 24 7 365
 ☎ à l'étranger +41 58 465 33 33
www.twitter.com/travel_edadfae

Travel Admin

Online-Registrierung von Auslandsreisen
 Enregistrement en ligne de voyages à l'étranger
 Registrazione quando si viaggia all'estero
 Online Registration when travelling abroad

Des écoles où l'on enseigne aussi les valeurs suisses

La Confédération suisse soutient les 18 écoles suisses officiellement reconnues à l'étranger. Celles-ci font non seulement rayonner la formation suisse dans le monde entier, mais elles reflètent aussi la présence culturelle de la Suisse à l'étranger. Et permettent de mieux comprendre notre pays, nos traditions et nos valeurs.



Récréation dans la cour de l'école familiale suisse de Singapour. Photo DR

Toutes ces écoles sont le fruit d'initiatives privées d'émigrants suisses. Les plus anciennes d'entre elles ont été fondées au XIX^e siècle déjà en Italie. Les suivantes ont vu le jour entre 1921 et 1929 en Égypte – à Alexandrie et au Caire –, mais elles ont toutefois dû fermer en 1970. Pendant la Seconde Guerre mondiale, de premières écoles suisses se sont implantées en Amérique latine et, plus tard, en Asie. L'école suisse la plus récente a été ouverte en 2017 à Pékin. Aujourd'hui, on dénombre 18 écoles suisses à l'étranger. Près de 260 enseignants suisses y encadrent plus de 8000 élèves, dont environ 1500 sont de nationalité suisse.

Actuellement, la Confédération alloue aux écoles suisses de l'étranger, implantées dans dix pays, un montant annuel d'environ 18 millions de francs. Cette somme couvre en moyenne 25 à 30 % des dépenses globales de ces établissements. Le soutien financier de la Confédération s'appuie sur la loi sur les écoles suisses à l'étranger, entièrement révisée en 2014. En vertu de l'article 14 de cette loi, la Confédération soutient également la formation suisse à l'étranger sur onze sites ne possédant pas d'école suisse pour un montant de près de 430 000 francs.

Dans le cadre d'une convention de prestations, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et le Département fédéral de l'intérieur (DFI) apportent également leur soutien à Education Suisse, l'association faitière des écoles suisses à l'étranger. Education Suisse représente les intérêts de ces écoles en Suisse et leur fournit une multitude de services, notamment dans le domaine administratif ou celui de la formation continue.

Les écoles suisses à l'étranger appliquent la pédagogie suisse et mettent en œuvre les plans d'étude en vigueur en Suisse. Elles permettent, à l'obtention de la maturité suisse ou du Baccalauréat international (IB), d'être admis dans le système de formation de la Suisse et du pays qui les accueille. Chaque école possède en outre un canton de patronage, qui la conseille en matière de pédagogie et supervise ses activités.

De B comme Brésil à T comme Thaïlande

Des écoles suisses sont implantées dans les villes et les pays suivants:

Brésil

- Colegio Suíço-Brasileiro, Curitiba
- Escola Suíço-Brasileira, São Paulo

Chili

- Colegio Suizo de Santiago, Santiago du Chili

Chine

- Swiss School Beijing

Colombie

- Colegio Helvetia, Bogotá

Espagne

- Colegio Suizo de Madrid
- Escuela Suiza de Barcelona

Italie

- Scuola Svizzera Bergamo
- Scuola Svizzera Catania
- Scuola Svizzera di Milano
- Scuola Svizzera di Milano in Cadorago/Como
- Scuola Svizzera di Roma

Mexique

- Colegio Suizo de México, Mexiko-Stadt
- Colegio Suizo de México A.C., Cuernavaca
- Colegio Suizo de México A.C., Querétaro

Pérou

- Colegio Pestalozzi, Lima

Singapour

- Swiss School Singapore

Thaïlande

- RIS Swiss Section in Bangkok (RG)

Une grande importance est accordée au plurilinguisme, soit à l'enseignement de l'allemand, de l'anglais, du français et de la langue du pays hôte. Les écoles de Bogotá et de Singapour possèdent également, à côté de leur département germanophone, une division francophone. La section ayant le français pour langue principale a été ouverte à l'école familiale suisse de Singapour (SSiS) lors de l'année scolaire 2019/20. Les expériences positives réalisées par cette école dans le domaine de l'enseignement pour les groupes d'âges mixtes sont également mises en œuvre dans la nouvelle offre, qui couvre désormais toute l'école primaire. L'enseignement en allemand suit le «Lehrplan 21», applicable en Suisse alémanique, et celui en français, le Plan d'études romand, avec quelques adaptations aux données locales.

Les écoles suisses à l'étranger ont un rayonnement important dans leur pays d'implantation, et les diplômés qui en sortent, pour la plupart issus de la population locale, conservent durant toute leur vie des liens avec la Suisse. RG

Elections et votations

Le Conseil fédéral décide des objets au moins quatre mois à l'avance.

Toutes les informations sur les thèmes soumis à votation (brochure explicative, comités, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, etc.) sont disponibles sur www.admin.ch/votations ou sur l'application «VoteInfo» de la Chancellerie fédérale.

Le Conseil fédéral a décidé de soumettre deux objets fédéraux au vote du peuple le 26 septembre 2021:

- Initiative populaire du 2 avril 2019 «Alléger les impôts sur les salaires, imposer équitablement le capital»;
- Modification du 18 décembre 2020 du code civil suisse (Mariage pour tous).

Initiatives populaires

À la clôture de la rédaction, les initiatives populaires suivantes ont été lancées (délai de récolte des signatures entre parenthèses):

- Aucune nouvelle initiative populaire n'a été lancée.

La liste des initiatives populaires en suspens est disponible sur www.bk.admin.ch > Droits politiques > Initiatives populaires > Initiatives en suspens

Responsable des pages d'informations officielles du DFAE:
Direction Consulaire
Innovation et Partenariats
Effingerstrasse 27, 3003 Berne, Suisse
www.dfae.admin.ch, mail: kdip@dada.admin.ch



Les services consulaires

partout, facilement accessibles depuis vos appareils mobiles

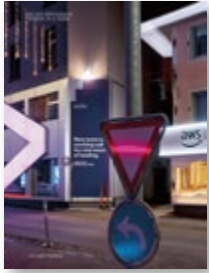


Guichet en ligne DFAE
Online-Schalter EDA
Sportello online DFAE
Online desk FDFA

www.dfae.admin.ch

Sydney (2021)

Davos, une ville en location



JULES SPINATSCH:
«Davos Is a Verb»
Lars Müller Publishers
2021, 304 pages,
273 illustrations; 50 CHF

Comme certains de ses professeurs à l'International Center of Photography de New-York le lui avaient suggéré, le photographe grison Jules Spinatsch a braqué son regard sur un lieu intime. Cet endroit, c'est Davos, ville d'altitude où il a grandi. L'ouvrage *Davos Is a Verb* montre la cité alpine sous l'angle de sa transformation au service du World Economic Forum (WEF). Il fait écho à un travail monumental qu'il déjà produit au sujet de ce même événement au moyen d'un système d'observation photographique automatisé. Cette fois, l'artiste suisse photographie la cité alpine appareil en main, sous l'angle de sa transformation au service du business, de la finance et du politique. Les

images de cet ouvrage de 300 pages donnent l'impression de regarder à travers un kaléidoscope. Les couleurs des photos sont saturées. Ce sont celles des marques mondiales, qui affichent leur langage *corporate* suivant un design sophistiqué. Des slogans lumineux promettent tout à la fois la croissance, la sécurité, le développement durable et la santé. «Unsmoke Your Mind», propose le cigarettier Philip Morris. «Growth Forever» est le mantra affiché par l'Etat du Karnataka. Facebook, Google, Black Rock, Huawei et consorts ont pris leurs quartiers dans des espaces montés de toutes pièces ou en transformant des enseignes locales. Le Chämi-Bar a été déguisé en Turkiye House. L'hôtel Parsenn s'est métamorphosé en showroom du groupe AMTD. Les routes de la station sont parcourues par des limousines noires et des véhicules militaires. Des cocktails réunissent des hommes qui parlent de pétrole et d'environnement. *Davos Is a Verb* est une allusion au fait que la ville grisonne se conjugue aujourd'hui dans la langue du WEF. L'argent irrigue la station. Certains commerces restent vides toute l'année, car louer leurs surfaces au WEF en vue du seul forum suffit à les faire vivre. Jules Spinatsch énumère, photos à l'appui, près de cent enseignes louées à Davos durant cet événement. Garde du corps, espaces vides ou barricadés, jeunes femmes en conversation avec des businessmen: tels sont quelques-uns des moments documentés par le photographe suisse. La vision est rigoureuse et complexe. L'œil tatonne dans un labyrinthe de détails, de transparences et de reflets. On rit plutôt jaune en feuilletant cet essai. Et la présence de quelques manifestants déguisés en clown ou en policier accroît le malaise. Durant cette édition 2020 du WEF, la 50^{ème}, Trump s'était moqué de Greta Thunberg. C'était avant le déferlement du Covid 19 sur la planète.

STÉPHANIE HERZOG

Identité formatée



STEFANIE HEINZMANN:
«Labyrinth»
BMG, 2021.

Ils sont de retour, ce sourire espiègle, ce dialecte valaisan bien ancré dans le terroir, cette attitude généreuse. Stefanie Heinzmann est omniprésente à la télévision suisse allemande en ce moment, que ce soit dans l'émission de télé-réalité «Das Schweizer Tauschkonzert», dans un spot publicitaire pour une boisson vert fluo ou dans les émissions dans lesquelles elle présente son dernier album.

Ancienne star du show télévisé allemand «TV total», la chanteuse viégeoise n'a toutefois pas la tâche facile. Certes, elle sait parfaitement se mettre en valeur à la télévision depuis sa première apparition en 2007. Toute la Suisse la connaît. Mais c'est à la fois un bienfait et une malédiction. Tandis qu'elle peut compter sur l'attention du grand public, les critiques froncent le nez. Une star du petit écran ne peut devenir une artiste crédible même avec la meilleure volonté du monde. Le format de la télé-réalité n'est pas compatible avec la construction d'une identité à soi, pas même une fois qu'on l'a quitté.

On oublie parfois que Stefanie Heinzmann donne des concerts très réussis en Allemagne et en Suisse et sort des albums contenant des chansons dont elle est l'autrice avec une belle régularité. À 32 ans, à côté de sa vie de célébrité, elle suit son chemin d'artiste sans prendre de raccourcis.

Son nouvel opus, intitulé «Labyrinth», mérite donc une écoute aussi impartiale que possible. Et en effet, ce sixième album de Stefanie Heinzmann a tout pour plaire au départ. Le morceau-titre possède un son électro-dance-pop frais et dans l'air du temps, rythmé et funky. Le deuxième morceau, «Best Life», séduit par son refrain tubesque. Et le troisième, «Would You Still Love Me», commence lui aussi de manière prometteuse. Mais ensuite, l'album s'essouffle. On y détecte dès lors trop souvent un modèle stéréotypé balançant entre pop radio-phonique léchée et musique conçue pour les *dancefloors*.

Steffen Graef, son producteur hambourgeois, a donné aux chansons de Stefanie Heinzmann un écrin moderne avec des claviers bruyants, des beats sexy et une atmosphère survitaminée. De temps à autre, on reconnaît tout de même la passion qui vibre dans la voix soul de la chanteuse et qui est sa marque de fabrique.

Mais que devient son identité? Aussi sympathique que soit Stefanie Heinzmann, le constat est aussi désolant que peu surprenant: «Labyrinth» est un album de musique formaté pour une star formatée. Ceux qui froncent le nez ont raison pour l'instant. MARKO LEHTINEN

OZ, magicien du beat



Il était une fois Ozan Yildirim, petit-fils d'un immigré turc. Ozan grandit dans le Toggenbourg. Il suit un apprentissage dans le commerce de détail, avant de travailler comme vendeur chez Fust. La nuit, le jeune homme se transforme en OZ (prononcer Ozi). Il crée dans sa cave des rythmes sur un logiciel nommé Fruity Loop. Le créateur autodidacte aime les beat profonds du rappeur 50 Cent. OZ apprécie aussi les ambiances musicales des Caraïbes. En 2012, le musicien, qui a conservé dans un coin l'adresse électronique du rappeur américain Meek Mill, lui envoie une série de sons. Les créations de l'artisan électronique OZ tapent dans l'oreille du musicien, qui les lui paye 3000 dollars! «De nos jours, décrocher un hit est à portée de mail», déclare la star suisse dans le magazine «Billboard». De beat en beat, OZ va être amené à collaborer avec les plus grands noms du rap mondial. Parmi eux: le Canadien Drake (sur «Toosie Slide») et l'Américain Travis Scott (sur «Sicko Mode»). En juin 2021, ce dernier titre, cumulait 1,4 milliards d'écoutes sur le site musical Spotify. «OZ possède une esthétique reconnaissable et sait capturer l'air du temps», dit à son sujet le rappeur suisse Stress. L'homme concocte ses sons dans un studio d'enregistrement basé à Wald (ZH). Aux dernières nouvelles, il vivait toujours dans son Toggenbourg natal, avec femme et enfant. Son péché mignon? Les grosses voitures, parmi lesquelles une Rolls Royce et une Lamborghini. On raconte qu'en virée à Zurich avec des amis, il se serait vu refuser l'entrée à des clubs, alors que ses propres beat étaient audibles de l'extérieur. La Suisse ne connaît pas ses champions!

STÉPHANE HERZOG

Joe Biden et Vladimir Poutine à Genève

36 ans après la célèbre rencontre entre Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, Genève a une nouvelle fois tenté de s'illustrer comme la capitale des grandes négociations internationales: le 16 juin 2021, la ville accueillait la rencontre au sommet entre le président des États-Unis, Joe Biden, et le chef d'État russe, Vladimir Poutine. Il n'est pas certain que l'événement parviendra à apaiser les tensions entre les deux pays: visiblement, les deux présidents ne sont pas devenus amis à Genève. (MUL)

Guy Parmelin rencontre Joe Biden

En marge du sommet Biden-Poutine à Genève, une discussion a eu lieu entre le président suisse, Guy Parmelin, et le président américain, Joe Biden. Si la principale requête de Guy Parmelin était la reprise de négociations sur un accord de libre-échange, Joe Biden, lui, voulait surtout convaincre la Suisse d'acheter des avions de combat américains. Durant les semaines qui ont suivi, la rumeur a enflé: la Suisse aurait effectivement opté pour les F-35 de l'entreprise américaine Lockheed Martin. (MUL)

Coup dur pour la scène suisse des cryptomonnaies

La Suisse ne deviendra sans doute pas le paradis rêvé des cryptomonnaies. D'une part, l'organisation Diem, consortium lié à Facebook, déplace son siège de Genève aux États-Unis. Elle veut lancer une monnaie numérique mondiale. D'autre part, l'autorité suisse de surveillance des marchés financiers refuse d'accorder une licence bancaire à l'entreprise Bitcoin Suisse. Cette évolution est un coup dur pour la scène suisse du bitcoin et des cryptomonnaies. (MUL)

Le Parlement veut faire travailler les femmes plus longtemps

Après le Conseil des États, le Conseil national a lui aussi approuvé, en juin, le relèvement de l'âge de la retraite des femmes de 64 à 65 ans. En contrepartie, de modestes compensations financières sont prévues pendant six ans pour les femmes nées entre 1959 et 1964. Le relèvement de l'âge de la retraite des femmes, élément central de la refonte d'une AVS en difficulté financière, pourrait entrer en vigueur en 2022. Mais le peuple aura probablement son mot à dire avant: c'est du moins ce que souhaitent les partis de gauche. (MUL)

Des règles plus strictes pour les exportations d'armes

Sous la pression de l'initiative populaire contre les exportations d'armes vers des pays en guerre civile, le Parlement réclame à présent lui-même des règles plus strictes à ce sujet. Le Conseil des États est pour un durcissement des dispositions d'exportation. Il prévoit notamment de rogner la compétence du Conseil fédéral en matière d'autorisation des exportations d'armes. Le Conseil national n'a pas encore tranché. (MUL)

J'ai besoin d'une échappée verte.



Suisse.



Filsur, C. Sison, © Rob Lewis

J'ai besoin de Suisse.

Découvrir la Suisse maintenant: [MySwitzerland.com/swisstainable](https://www.myswitzerland.com/swisstainable)
Partage tes plus belles expériences avec [#IneedSwitzerland](https://twitter.com/IneedSwitzerland)

